

POUR EN FINIR AVEC LA **PAUVRETÉ** AU COURS DE NOTRE GÉNÉRATION

La vision de Save the Children
pour un cadre de travail post-2015



Save the Children

POUR EN FINIR AVEC LA
PAUVRETÉ AU COURS
DE NOTRE GÉNÉRATION

La vision de Save the Children
pour un cadre de travail post-2015

Save the Children travaille dans plus de 120 pays.
Nous sauvons des vies d'enfants. Nous nous battons pour leurs droits.
Nous les aidons à réaliser leur potentiel.

Publié par
Save the Children
1 St John's Lane
London EC1M 4AR
UK
+44 (0)20 7012 6400
savethechildren.org.uk

Première publication 2012

© The Save the Children Fund 2012

Save the Children Fund est une organisation caritative enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (213890), et en Ecosse (SC039570). N° d'enregistrement: 178159

Cette publication est protégée par copyright en Grande Bretagne, mais elle pourra être reproduite, par quelque procédé que ce soit, sans frais ou autorisation préalable dans un but d'enseignement, mais en aucun cas elle ne pourra être revendue. La reproduction de cette publication dans toute autre circonstance nécessitera le consentement préalable et par écrit de l'éditeur et des frais pourront être perçus.

Traduction : Isabelle Stockton
Révision : Sandra Tuminy

Composé par Grasshopper Design Company

TABLE DES MATIÈRES

Synthèse	v
Introduction	1
Nous fonder sur les points forts des OMD	2
Finir la tâche	2
Combler les lacunes des OMD	3
Répondre aux changements et à de nouveaux défis	3
1 Finir la tâche : de meilleurs résultats, des progrès plus rapides	5
1 Réduire les inégalités	6
2 Plus de transparence et plus de redevabilité	9
3 Synergies et systèmes	10
4 Veiller à ce que l'accès ne soit pas obtenu aux dépens des résultats	11
5 Préservation de l'environnement	11
2 Poser les fondations du développement humain	12
Objectif 1 : D'ici à 2030, nous éliminerons la pauvreté extrême et réduirons la pauvreté relative grâce à une croissance inclusive et un travail décent	13
Objectif 2 : D'ici à 2030, nous éliminerons la faim, nous réduirons le retard de croissance de moitié et nous veillerons à garantir un accès universel à la nourriture, à l'eau potable et à l'assainissement, et ce de manière durable	16
Objectif 3 : D'ici à 2030, nous mettrons fin à la mortalité infantile et maternelle évitable et nous fournirons des soins de santé primaire universels	18
Objectif 4 : D'ici à 2030, nous veillerons à ce que tous les enfants reçoivent une éducation de qualité et aient de bons résultats en matière d'apprentissage	20
Objectif 5 : D'ici à 2030, nous veillerons à ce que tous les enfants soient protégés de toutes formes de violence, qu'ils soient protégés dans les conflits et qu'ils puissent s'épanouir dans un environnement familial sans danger	22
Objectif 6 : D'ici à 2030 la gouvernance sera plus ouverte, plus responsable et plus inclusive	24
3 Créer des environnements propices et durables	26
Objectif 7 : D'ici à 2030, nous mettrons en place des partenariats mondiaux solides pour mobiliser davantage de ressources financières et garantir leur utilisation efficace	26
Objectif 8 : D'ici à 2030, nous construirons des sociétés capables de résister aux catastrophes	28
Objectif 9 : D'ici à 2030, nous veillerons à garantir un environnement de vie sain, durable et résilient pour tous	29
Objectif 10 : D'ici à 2030, nous fournirons une énergie durable pour tous	31

4	Soutien institutionnel et mécanismes d'aide à la mise en œuvre	32
	Cohérence financière et politique au service du développement	32
	Redevabilité	33
	Disponibilité des données	33
5	La proposition de Save the Children pour un cadre de travail post-2015	34
6	Conclusion – La vision de Save the Children	41
	Notes de fin de texte	42

SYNTHÈSE

« Vaincre la pauvreté n'est pas un acte de charité, c'est un acte de justice. Comme l'esclavage et l'apartheid, la pauvreté n'est pas naturelle. C'est une création de l'homme et en tant que telle, elle peut être vaincue et éradiquée grâce aux actions des êtres humains. Parfois c'est à une génération en particulier qu'il revient de se montrer à la hauteur. VOUS pouvez être cette grande génération. Laissez fleurir votre grandeur. »

Nelson Mandela

Un événement historique est sur le point d'être accompli. Nous pouvons être la génération qui met fin à la pauvreté, pour toujours. Pour la première fois, il est possible d'imaginer qu'au cours des vingt prochaines années, aucun enfant ne mourra de causes évitables, que tous les enfants iront à l'école, que tous les enfants seront protégés de la violence et que nous réussirons à éliminer la pauvreté absolue.

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), l'un des accords les plus retentissants et les plus unificateurs dans l'histoire de la politique, vont atteindre un tournant en 2015, la date butoir pour leur réalisation. Nous devons tout faire en notre pouvoir pour les atteindre, mais nous devons aussi nous mettre d'accord sur la manière de poursuivre le travail qui reste à accomplir. C'est dans cette optique que ce rapport définit la vision de Save the Children pour un nouveau cadre de travail en matière de développement, capable de contribuer à créer un monde dans lequel, dans l'espace d'une génération, nous serons tous, où que nous soyons, capables de réaliser l'ensemble de nos droits humains.

En tant qu'organisation indépendante, chef de file au service des enfants, Save the Children s'est fixé comme priorité de veiller à ce que le cadre de travail post-2015 tienne clairement compte des besoins et des droits de tous les enfants. Nous continuons à plaider et à faire campagne pour la réalisation des droits de l'enfant à travers tout ce que nous faisons au niveau mondial et national. Les OMD ont fourni un cadre de travail déterminant pour orienter les

engagements politiques et financiers ainsi que les avancées techniques en faveur des enfants.

Le cadre de développement post-2015 suggéré par Save the Children se fait l'avocat d'un développement universel et équitable qui aurait les droits humains comme principes directeurs et des preuves comme fondement de ses approches. Tout accord devra s'ancrer sur des principes des droits humains comme l'universalité, l'égalité et l'inaliénabilité. Et contrairement aux OMD, ces principes doivent être visibles dans les cibles qui seront établies. Le moment est venu, nos objectifs sont clairs, et rien de moins ne devrait nous satisfaire qu'une:

- cible zéro pour la pauvreté absolue
- cible zéro pour la faim
- cible zéro pour la mortalité infantile et maternelle évitable
- cible zéro pour ceux qui n'ont ni eau potable ni assainissement.

Les OMD ont été un succès. Qui aurait pu croire à la fin de la guerre froide, que grâce à un effort de collaboration mondiale nous réussirions à hisser 600 millions de personnes hors de la pauvreté ? Ou que nous pourrions aider à scolariser 56 millions d'enfants ? Ou que chaque jour 14 000 enfants de plus échapperaient à la mort ? Nous avons déjà énormément avancé, mais le chemin qui reste est encore très long. Cela signifie qu'il faut prendre du recul et regarder ce que nous avons appris, de manière à faire encore mieux au cours de la prochaine période. Nous devons nous appuyer sur les points forts des

OMD : le nouveau cadre de travail devrait rester fermement centré sur le développement humain, il devrait souligner les domaines dans lesquels un accord international est susceptible de faire toute la différence, et il ne devrait retenir qu'un nombre limité d'objectifs mesurables. Mais afin d'achever le travail qui a été entrepris – afin de remplir la promesse d'éliminer la pauvreté – nous devons résoudre certaines des difficultés de la période des OMD que nous sommes maintenant capables de percevoir.

En premier lieu, les OMD n'ont pas attaqué l'inégalité de manière cohérente, que ce soit en fonction de l'âge, du sexe, de la caste, du handicap, de la géographie ou du revenu. Notre récent rapport *Nés égaux a révélé*, de manière tout à fait choquante, que dans 32 pays en développement un enfant né au sein des 10 % des familles les plus riches disposait d'un revenu effectivement disponible 35 fois plus élevé qu'un enfant né dans les 10 % des familles les plus pauvres. L'approche des OMD qui a consisté à fixer des cibles proportionnelles a encouragé de nombreux pays à se concentrer sur les personnes les plus faciles à atteindre, avec pour conséquence que ce sont les personnes qui étaient les plus proches de s'extraire de la pauvreté qui ont bénéficié d'un accès disproportionné aux services concernés, alors qu'involontairement l'écart entre ce groupe et les personnes les plus pauvres continuait de se creuser – dans le même temps, au niveau de la société dans son ensemble l'écart entre le groupe le plus riche et le groupe le plus pauvre ne cessait d'augmenter. Si maintenant nous négligeons de concentrer notre attention sur les plus pauvres, les plus marginalisés, les plus vulnérables – et si dans le même temps nous ne réussissons pas à remettre en question l'ampleur de l'écart entre les groupes les plus et les moins favorisés – le nouveau cadre de travail n'aura qu'un impact limité.

Deuxièmement, la redevabilité est un élément crucial du développement mondial. Une promesse n'est empreinte de sens que si elle est tenue et s'il est possible de demander à ceux qui l'ont faite de rendre des comptes. Cependant, il a manqué au cadre de travail des OMD un mécanisme solide et efficace de redevabilité, ce qui a rendu difficile de vérifier le respect (ou non) des engagements d'une manière transparente. Cela, à son tour, a signifié que les progrès restaient inconsistants. Les pays dans lesquels il y avait une volonté politique ont mis en place les ressources

nécessaires pour garantir la mise en œuvre des programmes, mais ceux dans lesquels cette volonté était absente n'ont pas eu à rendre de comptes. Nous avons besoin de mécanismes de redevabilité beaucoup plus solides, et nous devons également investir dans le recueil de données pour les alimenter.

Ensuite, nous devons prêter attention aux synergies et aux systèmes. De nombreuses questions de développement sont inextricablement liées. Une enfant affamée n'apprendra pas grand-chose à l'école, et elle ne restera pas suffisamment longtemps scolarisée pour en ressentir les bénéfices si elle doit travailler pour payer les soins de santé de son père malade, ou si elle subit des violences. Il est possible que la structure des OMD, en s'attaquant aux différents domaines du développement humain de manière morcelée, ait exacerbé une tendance à créer des cloisonnements propices à l'inefficacité dans certains pays en développement particulièrement en difficulté. Un certain niveau de concentration sur des problèmes singuliers a pu s'avérer nécessaire parfois pour obtenir des résultats immédiats. Toutefois pour finir le travail, il conviendra de privilégier une approche intégrale capable de renforcer les systèmes pour améliorer les résultats du développement humain.

Quatrièmement, les OMD, à juste titre, ont très fortement centré leurs efforts sur l'élargissement de la couverture d'un service et sur l'accès au plus grand nombre. Les taux très faibles de couverture d'il y a environ une vingtaine d'années donnaient du sens à une telle approche. Elle a cependant contribué à masquer d'autres problèmes émergents. Une extension de l'accès à un service ne signifie pas que les objectifs de ce service sont réalisés pour autant, surtout si l'on observe uniquement le nombre des entrées plutôt que les résultats. C'est un problème qui se manifeste peut-être le plus clairement dans l'éducation. Les OMD ont compté le nombre des enfants scolarisés dans le primaire. Ce qui peut paraître un succès parce qu'on a réussi à scolariser les enfants, peut toutefois masquer un échec en termes d'apprentissage une fois qu'ils sont à l'école.

Et finalement, depuis 2000, très peu de choses ont été réalisées pour améliorer la durabilité sur le long-terme de notre patrimoine en ressources naturelles, alors même que la santé et la prospérité humaines en dépendent. Nous en savons maintenant beaucoup plus

sur la pérennité de l'environnement qu'au tournant du millénaire. Les OMD ne se préoccupaient pas sérieusement de durabilité, c'est pourtant un aspect qui doit maintenant étayer le nouveau consensus en matière de développement.

Ces défis peuvent être combattus, et ils devraient être intégrés de manière transversale à tous les objectifs du nouveau cadre de travail. Il existe également des principes importants qui régissent le choix des objectifs eux-mêmes. Le nouveau cadre de travail pour le développement doit rester centré clairement et sans ambiguïté sur la réduction de la pauvreté et sur l'accélération de l'action destinée à améliorer la qualité de vie des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées dans le monde. Save the Children est convaincue que des objectifs en matière de pauvreté, de faim, de santé, d'éducation, de protection contre la violence, et de bonne gouvernance seront primordiaux et qu'ils doivent être soutenus par des objectifs qui favorisent un environnement propice et durable au développement humain. Ce sont des objectifs communs à tous les pays, mais différents aspects dans le cadre de ces objectifs communs s'appliquent différemment à des pays qui se trouvent à des étapes variées de leur développement – c'est pourquoi nous proposons une responsabilité collective mais différenciée afin de permettre la réalisation de ces objectifs, à l'intérieur de laquelle il revient à chaque pays de décider la meilleure manière de les atteindre.

Nous proposons, en vue de mettre en place des fondations propices au développement humain, les six objectifs suivants pour le nouveau cadre de travail :

Objectif 1 : d'ici à 2030, nous éliminerons la pauvreté extrême et réduirons la pauvreté relative grâce à une croissance inclusive et d'un travail décent.

Objectif 2 : d'ici à 2030, nous éliminerons la faim, diminuerons de moitié le retard de croissance, et nous veillerons à garantir un accès universel à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement, et ce de manière durable.

Objectif 3 : d'ici à 2030, nous mettrons fin à la mortalité infantile et maternelle évitable, et nous fournirons des soins de santé primaire universels.

Objectif 4 : d'ici à 2030, nous veillerons à ce que tous les enfants reçoivent une éducation de qualité et qu'ils aient de bons résultats en matière d'apprentissage.

Objectif 5 : d'ici à 2030, nous veillerons à ce que tous les enfants vivent une existence libre de toutes les formes de violence, qu'ils soient protégés en situation de conflit et qu'ils puissent s'épanouir dans un environnement familial sans danger.

Objectif 6 : d'ici à 2030, la gouvernance sera plus ouverte, plus responsable et plus inclusive.

Afin de garantir un environnement propice à la réalisation de ces objectifs nous proposons quatre objectifs supplémentaires :

Objectif 7 : d'ici à 2030, nous mettrons en place des partenariats au service du développement mondiaux et efficaces.

Objectif 8 : d'ici à 2030, nous construirons des sociétés capables de résister aux catastrophes.

Objectif 9 : d'ici à 2030, nous veillerons à garantir pour tous un environnement de vie sain, durable et résilient.

Objectif 10 : d'ici à 2030, nous disposerons tous, où que nous soyons, d'une énergie durable.

Les dix objectifs de développement doivent s'ancrer dans des systèmes établis au plan mondial qui permettront d'accélérer leur réalisation. Nous proposons trois mécanismes d'accompagnement propres à fournir ce type de soutien : des stratégies nationales de financement ; un mécanisme international rigoureux en matière de redevabilité ; et un fonds d'investissement dans l'information. Bien entendu, le débat concernant le cadre de travail qui devrait succéder aux OMD n'en est qu'à ses débuts, et ces propositions sont apportées comme une contribution à un dialogue mondial et participatif, et non pas comme une déclaration définitive sur le sujet. Nous nous réjouissons d'entamer le dialogue avec d'autres parties intéressées afin d'affiner notre réflexion et de développer ensemble une approche qui puisse faire l'objet d'un accord.

Alors que 2015 se profile, nous devrions éprouver à la fois un sentiment très profond de devoir et aussi

celui d'une opportunité à ne pas manquer. Au cours de l'année 2000, la communauté internationale s'est engagée à réaliser un changement radical. Nous avons fait la plus grosse promesse collective aux personnes les plus pauvres du monde en nous engageant à vaincre la pauvreté extrême, la mortalité infantile et la faim – et nous n'avons que partiellement tenu cette promesse. Nous devons la renouveler et l'élargir. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il est concevable que nous puissions mettre fin à la mortalité infantile évitable, éliminer la faim, et

débarrasser à jamais le monde de ce scandale qu'est la pauvreté absolue. Mais pour y parvenir, continuer comme à l'habitude ne suffira pas ; nous devons nous concentrer de manière résolue non pas sur ceux qui sont faciles à atteindre, mais bien sur ceux qui sont les plus difficiles à aider. Il nous faudra également centrer nos efforts sur certains des défis les plus omniprésents et les plus réfractaires en matière de développement. Si nous sommes disposés à relever le défi, alors nous pouvons être la génération qui mettra fin, une fois pour toutes, à ces injustices séculaires.

INTRODUCTION

« Nous sommes collectivement tenus de défendre, au niveau mondial, les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité. En tant que dirigeants, nous avons donc des devoirs à l'égard de tous les citoyens du monde, en particulier les personnes les plus vulnérables, et tout spécialement les enfants, à qui l'avenir appartient ».

Déclaration du millénaire

Depuis l'année 2000, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont fourni, pour la première fois dans l'histoire, un cadre de travail mondial pour améliorer la vie de millions d'enfants, de femmes et d'hommes pauvres. La date butoir de 2015 pour leur réalisation approche. Au moment où nous redoublons d'efforts vers la ligne d'arrivée pour réussir à les réaliser, nous devons également nous assurer que nous sommes d'accord sur la voie à prendre pour poursuivre le travail qui restera après 2015. C'est pourquoi ce rapport définit la vision de Save the Children en vue d'un nouveau cadre de travail pour succéder aux OMD.

Il s'agit d'un moment critique dans l'histoire du monde. C'est maintenant, pour la première fois que nous avons l'opportunité d'accomplir une série d'avancées capitales en matière de développement humain. Pour autant que des engagements fermes soient pris pour accélérer les progrès, il est réaliste de penser qu'au cours des vingt prochaines années, nous pourrions nous réjouir de voir un monde dans lequel aucun enfant ne mourra d'une cause évitable, tous les enfants seront scolarisés, tous les enfants seront protégés de la violence, un monde dans lequel nous aurons éliminé la pauvreté absolue. Le cadre de travail de Save the Children montre que cette vision peut devenir réalité, en aidant à la création d'un monde dans lequel tous les individus, où qu'ils soient, peuvent, dans l'espace d'une génération réaliser leurs droits humains.

La liste des cibles que le monde s'est fixé à travers l'histoire est longue, celle des succès est courte. Mais

les Objectifs du millénaire pour le développement sortent du lot comme l'un des accords politiques les plus unanimes et les plus percutants jamais conclus. À la fin de la guerre froide, qui aurait pu penser qu'en moins de 25 ans, grâce à une coopération à l'échelle mondiale, nous réussirions à hisser 600 millions de personnes hors de la pauvreté ? Ou que nous aurions aidé 56 millions d'enfants supplémentaires à aller à l'école, et à réduire substantiellement l'écart de scolarisation dans le primaire entre les garçons et les filles ? Ou que chaque jour, une mort évitable soient épargnée à 14 000 enfants de plus ?

Dans certains domaines, les progrès continuent de s'accélérer. En 2011, 700 000 enfants de moins sont morts que l'année précédente – il s'agit de la baisse de la mortalité infantile annuelle la plus massive jamais connue. Mais dans d'autres domaines, les chiffres sont moins impressionnants. Les progrès en matière de réduction de la faim, par exemple, sont au point mort dans de nombreuses régions. Néanmoins, le bilan d'ensemble est positif : « le taux de progrès en termes de réduction de la pauvreté et d'augmentation de l'accès aux soins de santé primaire, à l'éducation, à l'eau et aux autres services essentiels est incomparable dans l'histoire de nombreux pays ».¹

Les OMD ont donné l'impulsion aux progrès en canalisant l'engagement politique et l'investissement tant des pays donateurs que des pays bénéficiaires. Comme le montrait l'étude réalisée dans les années 1990 et qui a fait date, *Development with a Human Face [Un développement à visage humain]*, la volonté politique est très certainement le moteur singulier le plus puissant en matière de progrès pour le développement, elle est essentielle pour que les efforts soient maintenus sur la durée, même lorsqu'il y a des changements de gouvernement individuel.² Au cours de la période des OMD, c'est souvent un engagement particulier dans un domaine spécifique qui a stimulé le développement dans un pays donné; nutrition et réduction de la pauvreté au Brésil, éducation en Éthiopie, ou réduction de la mortalité infantile au Bangladesh. L'investissement

s'est également avéré un élément crucial, comme le montre une augmentation substantielle de l'aide au développement pendant la période des OMD. L'aide au niveau mondial a connu une hausse conséquente pour passer de 72 à 133 milliards de dollars entre 2000 et 2011,³ et une proportion plus élevée de cette aide a été allouée aux pays et aux populations les plus pauvres. Les niveaux absolus d'investissement domestique dans la santé et l'éducation ont également augmenté.⁴

En dernier ressort, le but des OMD est de provoquer un véritable changement dans la vie des personnes concernées. Voici, les histoires contrastées de deux enfants qui à eux deux résument parfaitement ce que nous avons réussi à faire jusqu'ici et ce qui nous reste encore à faire.

Martha est Péruvienne et elle a 15 ans, et elle devait arracher des pommes de terre dans les champs, maintenant elle est à l'école et travaille dans le but de réaliser son rêve de devenir infirmière. « Parce que maintenant j'ai l'occasion d'étudier, nous n'aurons plus à souffrir », explique-t-elle.

Samrawit est Éthiopienne et elle a 9 ans. Sa mère travaille pendant de longues heures à ramasser des déchets, mais sa famille n'a toujours pas assez d'argent pour aller à l'hôpital en cas de maladie, ou même pour acheter du pain. Samrawit décrit sa vie comme étant « en-dessous de tous les autres ». Elle dit qu'elle a honte. « Je veux être capable de construire une maison pour ma famille où il n'y aura pas de déchets et pas de mauvaises odeurs » dit-elle « je veux pouvoir acheter ce que je veux pour ma famille et pouvoir aider mes voisins ». Mais à cause de la pauvreté dans laquelle vit sa famille, il y a peu de chance que les rêves de Samrawit se réalisent.

Prises ensemble, les histoires de Martha et de Samrawit illustrent les progrès que nous avons réalisés, mais aussi les millions de personnes qui ont été laissées en arrière. La communauté mondiale s'est fixée l'année 2015 comme échéance pour les OMD. Le temps est donc venu de demander : « Et ensuite ? ». Si le but des OMD était d'accélérer les progrès, le but de ce nouveau cadre pour le développement doit être d'achever le travail. Élaborer ce nouveau cadre de travail exige de nous que nous prenions du recul et que nous examinions ce que nous avons appris pour nous donner la possibilité de faire encore mieux au cours de la prochaine période.

NOUS FONDER SUR LES POINTS FORTS DES OMD

Après plus de dix ans, les OMD figurent toujours à l'ordre du jour sur le plan mondial, les gouvernements se les sont appropriés et cherchent activement à les réaliser, et ils forment toujours une part substantielle du dialogue en matière de développement. Un entretien avec des employés de Save the Children confirme que « dans les pays occidentaux, et lorsqu'il s'agit de traiter avec des politiciens de haut niveau dans les pays en développement, les OMD sont le point de référence le plus important que nous utilisons dans notre travail de plaidoyer, et en comparaison avec le passé, il s'agit probablement du cadre de travail le plus efficace... que nous pouvons utiliser pour plaider et faire pression pour obtenir la réalisation de certains objectifs »⁵

Il est essentiel que le nouveau cadre de travail conserve les points forts des OMD. Il faut qu'il reste centré sur l'élimination de la pauvreté et sur la promotion du développement humain. Il faut qu'il souligne les domaines dans lesquels un accord international peut faire toute la différence. Et – étant donné que la simplicité des OMD a été l'un des facteurs clés de leur longévité – le nouveau cadre de travail ne doit retenir qu'un nombre restreint d'objectifs spécifiques, circonscrits dans le temps et mesurables.

Mais pour nous aider à faire de la réalisation des droits humains pour tous une réalité en l'espace d'une génération, le nouveau cadre de travail devra aller plus loin que les OMD. Il devra se fonder sur des principes liés aux droits humains et aux droits de l'enfant, et devra s'appuyer sur les points forts du passé de trois manières différentes.

FINIR LA TÂCHE

Le Secrétaire général de l'ONU a affirmé que « lorsque les OMD ont été articulés pour la première fois, nous savions que les réaliser, en un sens, ne serait que la moitié de la tâche ». Alors que le cadre de travail des OMD avait sélectionné un grand nombre des questions de développement les plus importantes, les cibles qu'il avait fixées tendaient à n'inclure que des proportions – diminuer la pauvreté absolue de moitié, réduire la mortalité des moins de cinq ans des deux tiers, ou réduire la mortalité maternelle des trois quarts.

Mais maintenant, pour la première fois dans l'histoire, le monde se trouve à un point où un certain nombre d'avancées sont possibles dans leur intégralité. Nous pouvons prévoir non seulement de réaliser les OMD dans un avenir prévisible, mais aussi d'achever l'autre 'moitié de la tâche'. Avec un engagement ferme d'accélérer les progrès, il est réalisable, dans les vingt prochaines années, qu'aucun enfant ne meure plus de causes évitables, que tous les enfants aillent à l'école, et que nous réussissions à éliminer la pauvreté absolue.

COMBLER LES LACUNES DES OMD

Pour achever la tâche, nous devons combler les lacunes laissées par les OMD. Par-dessus tout, les OMD ne combattent pas l'inégalité de manière cohérente. L'approche de 'cibles fractionnées' choisie par les OMD a encouragé de nombreux pays à se concentrer sur les personnes les plus faciles à atteindre. Les personnes qui se trouvaient juste en dessous de la ligne de pauvreté ont parfois bénéficié de manière disproportionnée d'une amélioration de l'accès à des services comme les soins de santé ou l'assainissement, comparé aux personnes véritablement les plus pauvres ; l'écart entre ces deux groupes s'est donc creusé par inadvertance – alors que dans le même temps l'écart entre le groupe le plus riche de la société et le groupe le plus pauvre a également augmenté. De même, nombreux sont les objectifs actuels qui négligent de reconnaître la persistance de la discrimination envers les femmes et les filles (ce qui continue à ralentir les progrès sociaux et économiques) et envers des groupes structurellement désavantagés. Si le nouveau cadre de travail néglige de centrer son attention sur les personnes qui sont les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables – et qu'il néglige en même temps de remettre en question les écarts énormes et croissants entre les groupes les plus et les moins favorisés – ce nouveau cadre de travail ne réussira pas à nous faire avancer.

Deuxièmement, les mesures d'incitation pour encourager la réalisation des OMD étaient faibles. En vue de motiver de nouveaux progrès, des mécanismes plus rigoureux de redevabilité devront être mis en place pour la prochaine période, et ce tant au niveau local, national que mondial.

Troisièmement, les OMD font l'impasse sur l'impact massif de la violence et de toutes ses manifestations – de la violence familiale et sexuelle à la violence causée par la guerre – sur la vie des enfants et des adultes, et aussi sur la réduction de la pauvreté. Le nouveau cadre de travail doit accorder davantage d'attention à la protection contre la violence.

Quatrièmement, les OMD ont eu tendance à encourager une approche du développement basée sur le cloisonnement, ou spécifique à certains secteurs. Cela s'est manifesté par des experts ou des défenseurs qui ne travaillaient qu'à l'intérieur de leur propre secteur à la résolution de problèmes qui leur étaient spécifiques, sans analyser les interconnexions sectorielles, ou sans encourager le développement de systèmes globaux et efficaces. Il est également beaucoup plus efficace de traiter certains facteurs sociaux qui influencent la réalisation de nombreux OMD, en tenant compte de ces connexions et en utilisant des leviers qui permettent de les actionner.

Et cinquièmement, en se concentrant sur l'accès aux services, mais souvent en se préoccupant relativement peu des résultats, les OMD n'ont pas réussi à ajouter de la valeur et de la profondeur à l'action entreprise. C'est plus particulièrement vrai dans le secteur de l'éducation où les taux de scolarisation ont été obtenus aux dépens de l'alphabétisation et des autres apprentissages.

RÉPONDRE AUX CHANGEMENTS ET À DES DÉFIS NOUVEAUX

Bien évidemment, le monde n'est pas resté sur place depuis l'année 2000. La distribution de la pauvreté par exemple, a fondamentalement changé. De nouvelles estimations montrent que trois quarts des près de 1,3 milliards de personnes qui vivent actuellement dans une pauvreté monétaire se trouvent dans des pays à revenu intermédiaire (middle-income countries ou MICs), alors qu'en 1990, 93 % de ce même groupe vivaient dans les pays à revenu faible (low-income countries ou LICs).⁶ En outre, le monde a été récemment confronté à une crise financière et économique sans précédent. Et la nécessité d'opter pour une croissance non préjudiciable pour la planète est devenue plus apparente que jamais.

L'ordre du monde a changé et continue de changer.

Au plan mondial, de nouveaux centres de pouvoir sont en train d'émerger. Une part beaucoup plus importante de la population vit maintenant dans les villes. La nature des conflits a changé. L'aide est moins centrale au développement, alors que le commerce et l'investissement entre pays en développement se sont accrus. La technologie a modifié la manière dont la politique est menée, et un nombre plus important de pays sont devenus démocratiques. 2015 appartient sans conteste à une période très différente de celle des années 2000.

Dans ce monde en changement, l'inégalité croissante est un autre défi à la fois nouveau et déterminant. On considère que les 5 % les plus riches de la population mondiale possèdent plus de 37 % du revenu mondial, alors que les 5 % les plus pauvres en ont moins de 0,2 %. Les revenus des 1,75 % les plus riches au monde sont équivalents à ceux de 77 % des personnes les plus pauvres.⁷ Comme le confirment des chercheurs du Fonds monétaire international, l'inégalité est un obstacle fondamental à une croissance économique durable.⁸

Le rapport de Save the Children, *Nés égaux*, démontre que l'inégalité nuit tout particulièrement au bien-être et au développement des enfants. Dans une analyse effectuée sur 32 pays à revenu faible et intermédiaire, nous avons découvert qu'un enfant qui provient des 10 % des familles les plus riches dispose de 35 fois plus de revenu effectivement disponible (RID) qu'un enfant qui provient des 10 % des familles les plus pauvres.⁹ Ce chiffre a empiré avec le temps. Cela signifie que les enfants les plus riches ont des possibilités massivement supérieures d'accéder aux services essentiels. Dans les pays où l'inégalité des revenus est très importante, les effets sont absolument évidents : au Nigéria, par exemple, le taux de mortalité des enfants les plus pauvres est plus de deux fois plus élevé que celui des enfants les plus riches.

Alors que 2015 approche, nous devrions ressentir à la fois une obligation profonde et la sensation d'une opportunité à saisir. En 2000, la communauté internationale s'est engagée en faveur d'un changement radical. Nous avons fait la promesse collective la plus importante au monde aux individus les plus pauvres en nous engageant à vaincre la pauvreté absolue, la mortalité infantile et la faim.

Cette promesse n'a été que partiellement tenue. Dans la mesure où certains des OMD ne pourront pas être réalisés d'ici à la date butoir, nous devons renouveler cette promesse et la tenir. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il est concevable que nous puissions mettre un terme à la mortalité infantile évitable, éliminer la faim et nous débarrasser une fois pour toutes de ce scandale qu'est la pauvreté absolue.

Mais pour y parvenir, il ne sera pas possible de continuer comme avant ; nous devons nous concentrer de manière résolue non pas sur les personnes qui sont relativement faciles à atteindre, mais sur celles qui sont les plus difficiles à aider. Nous devons aussi centrer nos efforts sur certains des défis les plus communément rencontrés et les plus insurmontables en matière de développement – par exemple, comment stimuler la croissance économique tout en gérant l'environnement de manière responsable et en évitant l'augmentation des inégalités ? Comment réaliser les droits des individus dans les États les plus fragiles ? Et comment vaincre les conventions sociales qui existent de longue date et qui bien souvent freinent les femmes et les filles par rapport à leurs chances sociales et économiques ? Si nous avons la volonté de relever ce défi, le prix que nous pouvons potentiellement en retirer est immense. Nous pouvons être la génération qui mettra un terme définitif à ces injustices immémoriales.

I FINIR LA TÂCHE : DE MEILLEURS RÉSULTATS, DES PROGRÈS PLUS RAPIDES

Rien ne suscite autant de confiance dans un gouvernement que le fait qu'il tienne ses promesses. C'est pour cette raison que le monde doit tenir sa première série de promesses faites dans le cadre des OMD. C'est également la raison pour laquelle le cadre de travail post-2015 doit tenir la promesse d'éliminer la pauvreté extrême et de garantir aux personnes les plus pauvres et les plus marginalisées un accès à l'éducation, aux soins de santé primaire, à l'eau potable et à l'assainissement, et à d'autres ressources fondamentales nécessaires au bien-être humain.

Le temps est venu maintenant de terminer la tâche que nous avons entreprise. Rien de moins ne devrait nous satisfaire qu'une :

- cible zéro pour la pauvreté extrême en termes de revenu (en utilisant la définition mondialement reconnue des personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour, pour passer ensuite à moins de 2 dollars par jour).
- cible zéro pour la faim.
- cible zéro pour la mortalité infantile et maternelle évitable.
- cible zéro pour les personnes vivant sans eau potable et sans assainissement.

Des pas de géant ont été accomplis vers la réalisation des OMD. Nous allons probablement atteindre, ou nous sommes sur le point d'atteindre l'OMD sur la pauvreté en termes de revenu. Le monde est également en train de se rapprocher de la scolarisation universelle dans le primaire avec juste un peu plus de 90 % d'enfants scolarisés au plan mondial, dont près de 50 % sont des filles. Mieux encore, de nombreux pays confrontés aux défis les plus énormes ont effectué des progrès substantiels vers la réalisation de la cible concernant l'éducation primaire – avec des taux de scolarisation s'élevant à

76 % dans les pays d'Afrique subsaharienne, et cela en partant d'un taux de départ bien plus bas à seulement 58 %.

Les taux actuels de progrès pour la réalisation des OMD restent toutefois insuffisants dans certains domaines. Alors que nous avons fait des progrès en ce qui concerne la mortalité infantile (la mortalité des moins de cinq ans est tombée de 12 millions en 1990 à 6,9 millions en 2001) et la lutte contre le VIH, il reste tout de même une distance considérable à parcourir. Nous sommes encore bien plus en retard dans le combat contre la faim et la mortalité maternelle, et en ce qui concerne la fourniture de l'assainissement universel.

Même si les OMD ont été applaudis pour ce qu'ils ont permis d'accomplir, ils ont également été critiqués. Il se peut qu'ils doivent leurs succès à leur relative simplicité et au fait d'aller droit au but qui leur a permis de communiquer l'idée abstraite qu'éliminer la pauvreté est une responsabilité mondiale et collective. Mais cette simplicité se traduit également par des compromis et une ignorance des dimensions variées d'un développement intrinsèquement complexe – ainsi sont ignorées par exemple, les questions relatives à la paix et à la sécurité, et celles liées à la protection de l'enfance.

Même si la préoccupation fondamentale des OMD concerne la réalisation des droits des personnes, ils ne sont pas articulés dans le langage des droits humains. C'est un aspect qui a également suscité des commentaires et certaines critiques. De manière plus concrète, les cibles des OMD qui fixent par exemple d'atteindre la moitié ou les deux tiers de la population, ignorent les obligations contractées antérieurement par les États en vertu des normes relatives aux droits humains.

Peut-être que le plus gros défaut concerne le dernier OMD, qui promet un partenariat mondial pour le développement. Il y a eu des progrès dans certains

domaines, comme celui de la viabilité de la dette, de l'accès aux technologies et aux médicaments essentiels, même s'il n'est pas possible d'imputer les améliorations dans ces deux derniers domaines à une politique mondiale systématique. Par contre, les progrès sont restés moindres dans d'autres domaines importants, comme dans le cadre des changements favorables au développement des systèmes financiers et commerciaux. Les engagements relatifs à l'OMD 8 étaient beaucoup plus vagues et moins bien mesurables que ceux des autres OMD, en particulier lorsqu'ils se référaient à des questions d'ordre plus systémique – reflétant peut-être la difficulté intrinsèque du système international à instaurer des mécanismes de redevabilité à l'intention des parties prenantes les plus puissantes. Alors même qu'une part importante du développement concerne clairement des actions à mener à l'intérieur des pays en développement, il n'en reste pas moins que la communauté mondiale dispose de moyens décisifs (au-delà de l'aide) qu'elle doit mettre en œuvre pour y contribuer. Certes, l'aide a augmenté, mais dans d'autres domaines les pays les plus riches sont loin d'avoir entièrement joué leur rôle.

Tous ces problèmes sont surmontables, et dans le prochain cadre de travail pour le développement nous devons mieux faire, et plus rapidement. Nous pouvons accélérer les progrès en surfant sur la volonté politique et le soutien populaire, et en nous basant sur ce qui a fait ses preuves ; mais pour y parvenir nous devons nous assurer que le nouveau cadre de travail est exclusivement centré sur les priorités. Il ne faut pas qu'il devienne une liste sans fin de tous les problèmes qui touchent les personnes pauvres – l'histoire des accords internationaux démontre qu'une liste de ce type aurait beaucoup moins de pouvoir à motiver un changement véritable. C'est plutôt, en fixant des objectifs clairement démarqués, ciblés et ambitieux qui traduisent les préoccupations des femmes, des hommes et des enfants pauvres et marginalisés, que nous réussirons à captiver l'imagination tant des dirigeants que du public. Rien ne pourrait être plus motivant que d'être la génération qui a endossé une vision collective, et qui par la suite a procédé à éliminer la pauvreté absolue et à sauver la vie de millions de personnes au cours des générations futures.

Maintenant, pour la première fois, il est réalisable de concrétiser cette vision. Dans le cas de l'objectif de vaincre la pauvreté absolue (voir page 13), par exemple, si la tendance actuelle se poursuit, environ

4 % de personnes se trouveront dans une situation de pauvreté absolue d'ici à 2030 ; mais avec une croissance légèrement plus rapide et plus inclusive, il serait possible d'arriver à zéro, éliminant ainsi la pauvreté absolue partout dans le monde.

Nous pouvons également accélérer les progrès en agissant en fonction des leçons tirées suite à la mise en œuvre du cadre de travail des OMD, et en accordant davantage d'attention à quatre thèmes transversaux qui ont une influence sur tous les objectifs :

- inégalité
- redevabilité
- garantie que l'accès ne compromet pas les résultats
- renforcement des systèmes.

Dans le cadre de travail futur, il faudra tenir compte de chacun de ces thèmes par rapport à chaque objectif. Il conviendrait de faire une référence explicite à ces thèmes dans le cadre des cibles et des indicateurs de chacun des objectifs – par exemple à travers une mesure de l'inégalité du revenu.

Accorder davantage d'attention à la durabilité de l'environnement, qui est la base du développement humain, sera également crucial. C'est un aspect qui devra être traité à travers un objectif clair et réalisable portant sur la préservation d'un environnement sain et durable.

I RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

L'inégalité est extrême. Et elle empire. Les 5 % les plus riches de la population mondiale contrôlent plus de 37 % du revenu global, alors que les 5 % les plus pauvres disposent de moins de 0,2 % de ce même revenu global.¹ Une étude récente qui a examiné les tendances mondiales en termes d'inégalité de revenu dans plus de 80 pays entre 1993 et 2005, a découvert une tendance à la hausse de l'inégalité à l'intérieur des pays.² Selon Chagyong Rhee, Chef économiste de la Banque asiatique de développement, « 240 millions de personnes supplémentaires auraient pu sortir de la pauvreté au cours des 20 dernières années si l'inégalité était restée stable au lieu d'augmenter comme elle n'a cessé de le faire depuis les années 1990 ».

L'inégalité affecte les enfants de manière disproportionnée. Une étude récente menée par Save the Children dans 32 pays, principalement des pays en développement, a mis en lumière le fait

selon lequel le revenu par enfant dans les 10 % des familles les plus riches est plus de 35 fois plus élevé que dans les 10 % des familles les plus pauvres ; depuis le début de la période des OMD, cet écart s'est creusé d'un tiers.³ Les inégalités en termes de revenu compromettent la santé et le développement des enfants. Au Nigéria, par exemple où l'inégalité en termes de revenu est très élevée, le taux de mortalité des enfants les plus pauvres est plus de deux fois plus élevé que celui des enfants les plus riches.

L'inégalité existe également entre différents groupes sociaux (en fonction par exemple du sexe, de l'âge ou de l'appartenance ethnolinguistique). Les deux tiers des adultes analphabètes dans le monde sont des femmes ; et cela n'a pas changé depuis des dizaines d'années. Partout dans le monde, les peuples indigènes ont une espérance de vie moins élevée que le reste de la population. L'inégalité rend les enfants plus vulnérables face à la violence, et les discriminations liées au sexe augmentent la probabilité de mariage précoce pour les filles. Les enfants handicapés ont plus de risque de subir des violences sexuelles.

Toutefois, certaines nouvelles signalent également des progrès ; il est possible de remettre en question l'inégalité de revenu. Au Brésil par exemple, au cours des dix dernières années, le revenu du quintile le plus pauvre a augmenté de 6 % par an, c'est-à-dire trois fois plus que celui du quintile le plus riche. Au cours de la même période, la pauvreté absolue a diminué de manière drastique.⁴ En Chine, des stratégies régionales de développement ont contribué à homogénéiser les inégalités entre les régions désavantagées de l'ouest, du centre et du nord-est, et celles plus riches du sud-est.⁵

Réduire l'inégalité (à travers des politiques sociales et économiques qui répartissent plus équitablement les bénéfices du développement et combattent la discrimination sous-jacente) est l'une des stratégies les plus efficaces pour accélérer les taux de progrès au niveau national, et c'est aussi une stratégie efficace pour atteindre les personnes les plus exclues et les plus marginalisées.⁶ Néanmoins, les OMD n'ont que peu à dire par rapport à ce type de défis. L'OMD 3 mesure la parité entre les sexes en matière d'éducation, la part des femmes dans l'emploi salarié, et la part des sièges occupés par les femmes au sein des organes législatifs des différents pays. Outre cela, l'inégalité et la discrimination ne sont pas mentionnées. C'est un défi qu'il est essentiel de traiter dans le nouveau cadre de travail.

Combattre l'inégalité revêt une importance cruciale pour deux raisons. Premièrement, afin de réaliser l'ambition historique d'éliminer la pauvreté absolue dans toutes ses dimensions, nous devons nous concentrer davantage sur ceux qui sont les plus difficiles à aider. Deuxièmement, l'inégalité compte de manière intrinsèque si c'est un développement sain que nous voulons pour le monde. Les inégalités flagrantes entravent à la fois la croissance économique et le progrès en termes de bien-être humain, et, comme nous l'exposons à la suite, elles menacent l'estime et la confiance en soi des enfants, ce qui à son tour compromet leur développement tout au long de leur existence.

ACCÉLÉRER LE PROGRÈS – EN COMBATTANT L'INÉGALITÉ

Parce que les OMD comprenaient principalement des cibles impliquant un certain pourcentage de population, certains gouvernements ont eu tendance à se concentrer sur les personnes appartenant au groupe le plus facilement atteignable. C'est compréhensible, jusqu'à un certain point, dans la mesure où il s'agit de la manière la plus évidente de réduire, par exemple, la mortalité des deux tiers, ou la faim de moitié. Un gouvernement national ou un donateur peut par exemple, décider d'étendre l'accès à de nouveaux services de santé aux villes et laisser les villages plus reculés pour plus tard. Les indicateurs, pour l'ensemble des objectifs des OMD, sont systématiquement pires si l'on considère les groupes désavantagés, et ce dans chaque région du monde.⁷ Selon un professionnel de santé de Save the Children, « les mesures combinées au niveau national des OMD permettent aux pays d'être en bonne voie pour atteindre les objectifs sans avoir à s'occuper des besoins des populations les plus pauvres et les plus vulnérables ».

Il peut s'agir littéralement d'une question de vie ou de mort. Dans les 42 pays qui ont les chiffres les plus élevés en termes de mortalité infantile, les recherches de Save the Children ont montré que si le taux de progrès du groupe qui connaît l'amélioration la plus rapide avait également été atteint dans tous les autres groupes de revenu, la vie de 4 millions d'enfants aurait été sauvée sur une période de 10 ans.⁸ Ce type d'inégalité existe également sur l'ensemble des groupes sociaux, pas uniquement par rapport aux groupes de revenu. En 2008, en Asie du sud, pour chaque décès de 100 garçons il y avait 143 décès de filles – et cette disparité s'est légèrement aggravée depuis 1990.⁹

AMÉLIORER NOTRE QUALITÉ DE VIE – EN COMBATTANT L'INÉGALITÉ

Combattre les niveaux extrêmes d'inégalité est essentiel si nous voulons tenir notre promesse d'éliminer la pauvreté. Mais même s'il était possible d'éliminer la pauvreté en maintenant les niveaux actuels d'inégalité, une telle approche serait tout à fait inacceptable. L'inégalité est particulièrement préjudiciable pour les enfants. Les plus pauvres et les plus désavantagés des enfants ont de moins bons résultats en termes de bien-être ; leurs chances de réaliser leur potentiel sont moins élevées ; et l'ampleur de ces disparités en elles-mêmes affecte la qualité de vie des enfants les plus désavantagés.

Il existe actuellement un débat mondial fondamental sur l'inégalité. De nombreuses personnes pensent que 'la part du gâteau' que les individus reçoivent devrait refléter leurs efforts. Un certain degré d'inégalité en termes de revenu et de richesse est donc considéré, par certains, comme acceptable ou souhaitable.

Néanmoins, la plupart des personnes s'accordent à penser que les chances de vie d'un enfant ne devraient pas être déterminées avant sa naissance, mais qu'au contraire les enfants devraient bénéficier de 'l'égalité des chances'. Cependant, dès la naissance, les chances de certains enfants sont bien pires que celles d'autres enfants. Entre autres, le revenu de vos parents, votre sexe, le groupe ethnique auquel vous appartenez, le fait que vous receviez suffisamment de nourriture pendant la petite enfance ou que vous souffriez d'un handicap, peut avoir une influence énorme sur le cours que va prendre votre vie. Et cependant, en tant qu'enfant vous n'avez clairement aucun contrôle sur ces facteurs.

Il est alors particulièrement choquant de se rendre compte que les enfants souffrent deux fois plus que le reste de la population de l'inégalité. Alors que, dans 32 pays de notre échantillon, les 10 % des familles les plus riches disposent d'un revenu 17 fois plus élevé que les familles les plus pauvres, l'écart entre le revenu dont dispose les familles les plus riches et les plus pauvres par enfant est de 1 à 35 ; et cet écart s'est accru d'un tiers depuis le début des années 1990.¹⁰

En outre, l'existence même d'une telle disparité constitue une différence et influe sur le bien-être psychosocial des individus. L'inégalité rejaillit sur la manière dont les individus se perçoivent par rapport

aux autres ; les enfants en particulier, ont souvent une conscience particulièrement aiguë de leur statut par rapport à celui de leurs pairs. C'est un aspect qui à son tour, affecte le potentiel qu'ils ont de saisir les chances offertes – la perception d'un statut inférieur peut étouffer l'ambition d'un enfant et limiter son estime et sa confiance en soi. Une étude menée par l'Université d'Oxford au Pérou a démontré, par exemple, que des enfants dont le niveau subjectif de bien-être était inférieur – parce qu'ils se considéraient comme peu respectés – avaient des résultats cognitifs inférieurs.¹¹ Une étude récente de la Banque mondiale a montré que les enfants appartenant à des castes inférieures et supérieures en milieu rural en Inde qui n'étaient pas conscients de leurs différences de caste avaient en moyenne des performances équivalentes lorsqu'on leur demandait de résoudre une série de tests. Lorsqu'on leur faisait prendre conscience de leur différence de caste, la performance des enfants appartenant aux castes inférieures subissait alors une détérioration substantielle.¹²

Bereket, élève en huitième année à Addis-Abeba, en Éthiopie, manque régulièrement les cours pour aller laver des voitures. « Lorsque les autres élèves arrivent à l'école en portant de meilleurs vêtements, je n'aime pas me sentir inférieur à eux, c'est pourquoi, pour moi, il est impératif de travailler et de changer ma situation » explique Bereket. « Ce sont mes problèmes qui m'ont poussé à faire ce travail. Je n'ai eu aucun choix. J'avais de l'espoir et je pensais que l'éducation allait changer ma vie, mais maintenant j'espère seulement qu'une entreprise va me changer moi »¹³

COMBATTRE L'INÉGALITÉ – UNE PRIORITÉ POUR LE NOUVEAU CADRE DE TRAVAIL

Le cadre de travail qui doit succéder aux OMD ne peut plus se permettre d'ignorer l'inégalité. Au contraire, il doit faire du combat contre l'inégalité sa priorité principale, en aidant à inspirer les politiques domestiques qui seront essentielles pour réduire l'inégalité. Les objectifs 'de réduction à zéro' (voir page 10) sont une manière implicite de résoudre l'inégalité, dans la mesure où ils s'efforcent d'atteindre une couverture à 100 % des services et l'élimination universelle de certaines menaces. Mais c'est bien davantage qui est nécessaire. Dans le cadre de chaque objectif nous devons nous engager à centrer nos efforts sur les enfants et les adultes les plus marginalisés et les plus difficiles à atteindre – malgré

les difficultés et les coûts pour y parvenir ; pour cela chaque objectif doit être associé à des cibles conçues pour vérifier les progrès par rapport à l'ensemble des déciles en fonction du revenu et tenir compte de l'écart entre les groupes supérieurs et inférieurs. Il ne s'agit pas seulement d'un impératif moral, il s'agit aussi d'un impératif d'efficacité ; l'UNICEF a effectué des recherches pour documenter comment le fait d'investir dans les personnes les plus difficiles à atteindre peut parfois générer les taux de rentabilité les plus élevés. Former et déployer une sage-femme dans une communauté de classe moyenne peut n'avoir qu'un impact marginal en termes de survie maternelle et infantile. Le fait d'affecter cette même sage-femme à une communauté non desservie aura un impact beaucoup plus important.

Nous devons également contrôler le rythme du changement par rapport à tous les groupes et dans le cadre de tous les objectifs. Dans le domaine de l'accès aux soins de santé, par exemple, nous devrions examiner la proportion de personnes qui a accès au niveau national, mais nous devrions désagréger cette information non seulement par déciles en fonction du revenu mais aussi entre femmes et hommes, garçons et filles, par tranche d'âge, en fonction de l'appartenance ethnique, et par zones géographiques – urbaines ou rurales. Les statistiques pour différentes régions d'un pays devraient être désagrégées en fonction de critères similaires.

Ce n'est que de cette manière que des inégalités persistantes seront révélées et pourront être combattues. De la même manière que les OMD établissaient comme norme incontestable de cibler une proportion fixe de filles par rapport aux garçons en matière d'éducation, le cadre de travail post-2015 devrait élargir cette norme à d'autres domaines et fixer des proportions à atteindre entre d'autres groupes plus et moins favorisés. Cibler le 'bas de l'échelle' ne suffit pas ; nous devons également cibler et réduire les inégalités à travers l'ensemble des différents groupes.

2 PLUS DE TRANSPARENCE ET PLUS DE REDEVABILITÉ

La redevabilité est cruciale pour le développement mondial. Une promesse n'a de sens que si elle est tenue et s'il est possible de demander à ceux qui l'ont faite de la respecter. Le cadre de travail des OMD a

toutefois manqué d'un mécanisme solide et efficace de redevabilité, ce qui a rendu difficile de garantir si les engagements étaient (ou non) tenus de manière transparente. C'est un aspect qui à son tour a signifié que les progrès n'ont pas pu être consistants. Dans les pays où il existe une volonté politique forte, des ressources ont été mises en place pour garantir la mise en œuvre des programmes, mais il n'a pas été possible d'interpeler adéquatement les pays dans lesquels cette volonté manquait. L'OMD 8 sur le partenariat mondial, par exemple, avec des cibles concernant la finance et la propriété intellectuelle, a particulièrement pâti de l'absence de mécanismes pour obliger les gouvernements à rendre des comptes. D'un autre côté, le renforcement de la priorité placée par la société civile sur la mortalité infantile au cours des dernières années, contribue probablement à expliquer l'accélération récente des taux de progrès dans ce domaine.

Il existe un nouveau défi. La redevabilité se fonde sur l'information disponible par rapport au progrès réalisé. Dans de nombreux pays, les systèmes de recueil de données dans de nombreux domaines déterminants sont, soit insuffisants ou simplement inexistantes, ce qui tend à rendre l'estimation des progrès particulièrement difficile. Il existe un lien inextricable entre l'accès à l'information et une redevabilité emprunte de sens; il est donc nécessaire, en vue de renforcer la redevabilité, que le recueil de données de meilleure qualité, disponibles en toute transparence soit considéré au plan mondial comme une priorité de premier plan. Un seul OMD mentionne un droit des citoyens à l'information (l'OMD 7 sur la préservation de l'environnement).

Faire de la redevabilité une priorité est particulièrement important dans les pays qui ont fait peu ou pas de progrès vers la réalisation des OMD. Il se peut qu'il s'agisse de pays qui viennent d'émerger d'un conflit, qui sont particulièrement instables et qui ne disposent que d'un nombre restreint d'institutions fondamentales de gouvernance. Afin d'arriver à zéro sur les nouvelles cibles, ces pays vont nécessiter des stratégies différentes de celles qui ont été employées dans la majorité des pays à faible revenu.

Il est également important que nous demandions aux bonnes personnes de rendre des comptes. Les gouvernements sont légalement responsables de la réalisation des engagements relatifs aux droits humains, y compris ceux qui seront traités dans le

cadre de travail post-2015, et il est impératif qu'ils rendent des comptes à leurs citoyens. Toutefois, nous ne pouvons pas nous limiter à la redevabilité des gouvernements. Nous devons également envisager de meilleurs mécanismes pour que tous les acteurs du développement aient à rendre des comptes, notamment le secteur privé et la société civile. Cela impliquera la mise en place, non seulement de mesures pour garantir que toutes les entreprises appliquent une approche 'do-no-harm' (ne pas causer de dommages) par rapport aux effets de leurs produits, de leurs pratiques et de leurs impacts indirects, mais aussi de mesures d'incitation pour pousser les entreprises à formuler leurs stratégies fondamentales de manière à ce qu'elles contribuent aux objectifs de développement.¹⁴ Finalement, les donateurs d'aide et leurs destinataires doivent disposer d'un cadre de responsabilité mutuelle renforcé.

3 SYNERGIES ET SYSTÈMES

Nombreuses sont les questions de développement qui sont inextricablement liées, comme le montrent les témoignages cités tout au long de ce rapport. Une enfant qui a faim n'apprendra pas grand-chose en classe, et elle ne restera pas suffisamment longtemps à l'école si elle doit travailler pour payer les soins de santé de son père malade, ou si elle subit des violences lorsqu'elle est à l'école. La structure des OMD aurait pu contribuer à mettre en place des systèmes globaux, alors qu'à l'inverse, elle a exacerbé la tendance à créer des cloisonnements et des systèmes inefficaces dans des pays en développement déjà massivement en difficulté.

Bien plus, le fait de centrer les priorités sur certains résultats particuliers a signifié que les OMD ont souvent fait l'objet d'interventions à court terme. Par exemple, des campagnes de vaccinations impossibles à maintenir sur la durée ont parfois pris le pas sur un investissement dans les professionnels de santé (qui auraient pu administrer les vaccins et traiter d'autres maladies mortelles comme la diarrhée et la pneumonie). Il est possible qu'un certain niveau de concentration sur un objectif unique ait été nécessaire pour obtenir des résultats immédiats. Toutefois, apporter des services aux personnes les plus difficiles à atteindre – où qui vivent à l'extrême limite du développement – nécessitera une approche globale capable de renforcer les systèmes destinés à améliorer les résultats du développement humain.

C'est dans le secteur de la santé que cette difficulté est la plus commune. Un programme sur le VIH et le sida peut par exemple s'avérer excellent par bien des aspects, mais si le travail de santé dans le pays n'a pas été pris en compte dans sa globalité, ce programme risque de placer l'une de ses cliniques à proximité d'un centre de santé général et d'en détourner les employés tout en provoquant une fragmentation des ressources. Ce type de situation est souvent aggravé encore par une pression, certes bien intentionnée, pour obtenir des résultats rapides et par des exigences – moins excusables – en matière de visibilité du donateur. Toutefois des efforts laborieux pour améliorer l'intégration des programmes sont en train de porter leurs fruits. Des consultations menées récemment suggèrent qu'au « cours de la période des OMD, le débat sur la santé au plan mondial s'est déplacé d'une approche plus verticale, concernant une maladie unique, vers une concentration des efforts sur le renforcement du système de santé (RSS), de manière à ce que le système de santé dans sa globalité puisse répondre à l'éventail étendu des problèmes variés de santé et de bien-être auxquels un pays doit faire face ».¹⁵

La relation entre éducation et protection est un autre de ces exemples. Davantage de filles sont scolarisées mais l'attention prêtée à leur sécurité n'a pas été optimale, ce qui a pu inciter des filles à abandonner précocement leurs études. Par exemple, dans une enquête menée en 2006 dans dix villages au Bénin, 34 % des écolières ont affirmé qu'il y avait eu des incidents de violence sexuelle dans leur école.¹⁶ De tels problèmes pourraient être en grande partie évités grâce à une approche plus globale de la protection de l'enfance.

Un système national efficace de protection de l'enfance consiste en une série de lois et de politiques destinées à mettre un terme à la violence, et demande la mise en place d'un mécanisme de coordination (entre les services de protection sociale, de santé et d'éducation) de la part du gouvernement central. Un tel mécanisme doit être doté d'un mandat tout à fait clair ; d'une réglementation et d'un suivi efficaces à tous les niveaux ; et d'un personnel dévoué et motivé avec des compétences et des missions pertinentes, notamment dans le cas des travailleurs sociaux. C'est ce qui permettra de relier les mécanismes de soutien à l'enfance et à la famille au niveau des communautés avec des services adaptés à l'enfance à tous les niveaux.

4 VEILLER À NE PAS POURSUIVRE L'ACCÈS UNIVERSEL AUX DÉPENS DES RÉSULTATS

Dans certains domaines, les OMD se sont, par nécessité, concentrés sur l'ampleur de la couverture d'un service et ont cherché à atteindre le plus grand nombre de personnes possible. C'est le nombre de personnes atteintes qui a été mesuré, et le succès ou l'échec a été calibré en fonction de ce chiffre. Ce sont les faibles taux de couverture des vingt dernières années qui ont donné son sens à une telle approche. Néanmoins, elle a masqué l'émergence d'autres problèmes. Un accès généralisé à un service ne signifie pas que les objectifs de ce service sont réalisés ; l'intégralité du tableau ne pourra pas être révélée si nous regardons uniquement les chiffres relatifs à la couverture en ignorant les résultats du service. Le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement, par exemple, suggère que le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable est probablement surestimé parce qu'il n'y a pas eu de suivi sur la qualité de l'eau.

C'est peut-être dans le secteur de l'éducation que cette question est la plus criante. Les OMD mesurent le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire. Toutefois, le succès qui consiste à faire entrer les enfants dans les classes masque parfois un échec de l'enseignement une fois qu'ils y sont. Au Ghana, par exemple, les taux de scolarisation semblaient élevés en 2007, avec 76 % de garçons et 81 % de filles qui achevaient leur éducation primaire. Cependant, à la fin de l'école primaire seulement 30 % de garçons et 19 % de filles réussissaient à lire un simple texte. Au plan mondial, 20 % des enfants qui achèvent quatre années ou plus d'éducation dans le primaire 'ne réussissent pas à maîtriser les fondamentaux'. Et malgré des améliorations des taux de scolarisation, pratiquement 20 % des enfants d'âge scolaire ne vont jamais à l'école ou abandonnent l'école avant d'avoir achevé quatre années d'étude.¹⁷

Nous devons veiller à ce que le nouveau cadre de travail réussisse à trouver un équilibre entre ampleur et profondeur. Et le cadre de travail doit aussi trouver le bon équilibre entre simplicité de la mesure des progrès, et une variété suffisante de détails pour générer un développement humain authentique.

5 PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Depuis l'année 2000, d'énormes améliorations ont été accomplies en matière d'indicateurs du développement humain. Mais en ce qui concerne la préservation à long terme de notre capital en ressources naturelles, nos résultats sont bien moins convaincants, malgré le fait que la santé et la prospérité humaines en dépendent. Bien plus, les bénéfices accumulés grâce à l'exploitation des ressources de la planète ont avantagé les plus aisés de manière disproportionnée. En se projetant vers 2030, il est difficile de voir comment, alors que nous atteignons rapidement nos limites environnementales, il serait possible de nourrir et d'approvisionner en eau et en énergie une population mondiale d'entre 8 et 9 milliards¹⁸ de personnes de manière durable et équitable sans un changement substantiel dans la manière dont les ressources environnementales sont perçues, régies et gérées.

Alors que la raréfaction des ressources naturelles augmente et que les effets du changement climatique deviennent plus apparents, particulièrement dans de nombreuses communautés parmi les plus pauvres, il semble évident que la préservation de l'environnement doit devenir une part essentielle du développement. Parmi les 20 pays qui courent le plus de risque de subir un climat extrême en 2015, 19 sont des pays dans lesquels vivent un nombre important de personnes pauvres.¹⁹ Cet état de fait non seulement affectera leur santé et leur bien-être, mais aussi la productivité de leur agriculture et leur accès à la nourriture. Dans la période qui va de 2008 à 2050, il est prévu que certaines zones d'Afrique et d'Asie perdent de 10 à 20 % de leur productivité agricole.²⁰

Nous en savons maintenant bien davantage sur la question de la durabilité environnementale qu'au tournant du millénaire. Les OMD ne s'étaient pas sérieusement préoccupés de durabilité, mais il est maintenant impératif d'en faire le fondement du nouveau consensus pour le développement.

2 POSER LES FONDATIONS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Le monde doit maintenant s'engager à tenir sa plus grande promesse – celle d'éliminer la pauvreté absolue en l'espace d'une génération – et ce à l'aide d'un cadre de travail pour succéder aux OMD.

Les sections qui suivent fixent les objectifs, les cibles et les indicateurs que Save the Children propose pour ce nouveau cadre de travail. Quatre des leçons tirées de l'expérience des OMD, telles que discutées au Chapitre 1 – réduire les inégalités, augmenter la transparence et la redevabilité, élaborer des synergies, et concentrer davantage d'efforts sur les résultats – sont intégrées à l'ensemble des objectifs. La durabilité de l'environnement est abordée au Chapitre 3.

Deux principes importants régissent le choix des objectifs.

Premièrement, malgré les progrès qui ont été accomplis, il est scandaleux et inacceptable que des personnes aillent encore se coucher en ayant faim et que des enfants meurent encore de maladies évitables. Éliminer la pauvreté, dans toutes ses dimensions, reste la tâche la plus importante et la plus urgente au monde. Le prochain cadre de travail pour le développement doit rester clairement centré sur la réduction de la pauvreté, en accélérant les mesures pour améliorer la qualité de vie des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées. Save the Children est convaincue qu'afin de débarrasser le monde des pires défis liés à la pauvreté, il sera vital de fixer des objectifs relatifs à l'élimination de la pauvreté et de la faim ; à la fourniture des soins de santé, à l'éducation et à la protection de tous contre la violence ; et à l'amélioration de la gouvernance, et ces objectifs devront être soutenus par d'autres objectifs qui favorisent un environnement propice et durable au développement humain.

Deuxièmement, alors que la réduction de la pauvreté et le développement sont des objectifs communs, des aspects spécifiques dans le cadre de ces objectifs

communs doivent être singularisés en fonction des différentes étapes de développement des pays concernés. Dans la pratique, cela devrait signifier que le cadre de travail doit tout d'abord mettre en œuvre des mesures à l'intention des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, quel que soit le pays dans lequel elles se trouvent. À partir de là, chaque pays devrait s'engager dans un processus national de délibération, impliquant les femmes, les hommes et les enfants, afin d'adapter les objectifs et les rendre pertinents par rapport à leur propre contexte national. Cela pourrait signifier par exemple, qu'au Royaume-Uni, dans le cadre de l'objectif 1, il convienne de se concentrer sur la pauvreté relative plutôt que sur la pauvreté absolue.

Le nouveau cadre de travail proposé par Save the Children est articulé autour de trois sections :

- La première section qui est aussi la plus longue comprend six nouveaux objectifs qui posent les fondations du développement humain. Ces objectifs ont été élaborés à l'aide d'un processus extensif de consultation à travers l'ensemble du réseau mondial de Save the Children et ils sont éclairés par l'expertise accumulée au cours de plus d'un siècle de programmes de développement destinés à améliorer le bien-être des enfants. Save the Children croit fermement que ces objectifs sont impératifs si nous voulons que le nouveau cadre de travail ait un impact positif sur le bien-être des individus.
- La seconde section présente quatre objectifs additionnels qui vont contribuer à créer un environnement propice au développement humain et durable, qui englobent des questions liées aux ressources et à la préservation de l'environnement ainsi qu'à la réduction des catastrophes et à l'accès à l'énergie. Nos propres propositions sont complétées et, dans certains cas, s'appuient substantiellement sur le travail d'autres organisations spécialistes de ces domaines.

- Dans la troisième section, nous proposons des mécanismes au plan mondial pour apporter un soutien institutionnel et faciliter la mise en œuvre du cadre de travail, en examinant les aspects liés au financement, à la cohérence politique, au recueil de données et à la redevabilité.

Bien évidemment, le débat sur le cadre de travail qui doit succéder aux OMD n'en est qu'à ses débuts, et ces propositions sont offertes comme une contribution à un dialogue mondial et participatif et non pas

comme une déclaration définitive. Notre contribution s'appuie sur un processus extensif de consultation qui a eu lieu à travers l'ensemble du réseau mondial de Save the Children (recouvrant 120 pays), sur une analyse de séries de données longitudinales qui ont enregistré les changements dans la vie des enfants depuis l'année 2000, et sur une analyse détaillée de données et d'études de cas touchant à la question de l'inégalité.

OBJECTIF 1 : D'ICI À 2030, NOUS ÉLIMINERONS LA PAUVRETÉ EXTRÊME ET RÉDUIRONS LA PAUVRETÉ RELATIVE GRÂCE À UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET UN TRAVAIL DÉCENT

Cet objectif englobe à la fois le plus grand défi et la plus grande opportunité d'améliorer le bien-être humain de manière équitable, et ce, en transformant pour toujours notre monde de manière positive. C'est un objectif clé dont de nombreux autres sont dérivés. C'est également l'objectif sur la base duquel le succès du nouveau cadre de travail sera le plus souvent jugé.

La première cible de l'OMD 1 – Réduire de moitié la proportion de la population vivant dans une pauvreté extrême en termes de revenu – s'est avéré un succès. Selon la Banque Mondiale, cet objectif a déjà été atteint¹ non seulement dans toutes les régions mais aussi au niveau mondial. Cela ne veut pas dire qu'il ait été atteint dans tous les pays, et les progrès ont été bien plus importants dans certaines régions – comme l'Asie de l'Est – que dans d'autres, comme l'Afrique subsaharienne. Le succès de cet objectif incite cependant à l'optimisme. Les cibles qui visaient à réduire de moitié la proportion de la population

qui souffre de la faim ; à assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun de trouver un travail décent et productif n'ont pas été atteintes.

METTRE FIN À LA PAUVRETÉ ABSOLUE

L'objectif global que nous proposons pour succéder à celui-ci – éliminer la pauvreté absolue en l'espace d'une génération – constituerait véritablement un succès historique. Et nous avons maintenant les capacités de le convertir en réalité. Si nous continuons au rythme des tendances actuelles, environ 4 % de la population se trouvera dans une situation de pauvreté absolue d'ici à 2030, comparé à 43,1 % en 1990, et à la prévision de 16,1 % pour 2015 ; avec une croissance légèrement plus rapide et en consacrant davantage d'attention à l'inégalité, nous pouvons arriver à zéro.²

Par ailleurs, nous pourrions potentiellement nous fixer comme objectif d'éliminer la pauvreté absolue au rythme de 2 dollars par jour et ne pas nous contenter de 1,25 dollars par jour. De nouvelles projections

calculées par les experts de la Banque mondiale, suggèrent qu'au rythme des tendances actuelles de réduction de la pauvreté, si elles se poursuivaient, nous pourrions aboutir à 9 % de personnes vivant avec moins d'1,25 dollars par jour d'ici à 2022 ; mais que des réductions réalistes de l'inégalité pourraient faire de 3 % une cible ambitieuse mais atteignable pour 2022.³ Sur cette base, une cible zéro est potentiellement atteignable d'ici à 2025. D'autres recherches ont montré que si les tendances actuelles persistent, c'est entre 6% et 10% de la population qui vivra avec moins de 2 dollars en 2030.⁴ À nouveau, s'attaquer à l'inégalité pourrait changer l'ampleur du problème, et une cible zéro ambitieuse pourrait être fixée pour 2030, de manière à éliminer la pauvreté absolue avec un seuil fixé à moins de 2 dollars par jour.

Mais comment s'y prendre pour y parvenir?

UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE – AFIN DE COMBLER LES ÉCARTS

La croissance économique est un outil puissant pour réduire la pauvreté dans les pays en développement. Elle peut générer plus de richesse à répartir entre tous, et accroître le potentiel pour développer une assiette fiscale adéquate permettant de financer des services essentiels comme des centres de santé et des écoles. Selon la Banque mondiale, la croissance est responsable de 40 à 80 % de l'atténuation de la pauvreté que nous avons connue au plan mondial depuis 1980.

Toutefois, croissance économique et réduction de la pauvreté ne sont pas la même chose. On assume souvent qu'une croissance économique plus élevée est meilleure pour le développement – mais cela n'est pas toujours le cas. Par exemple, les taux de mortalité infantile varient dans des pays qui ont un revenu per capita similaire : un taux relativement bas de mortalité infantile peut être obtenu même avec des revenus moyens faibles, et davantage de croissance économique ne se traduit pas toujours par de nouvelles améliorations.⁵ Bien plus, une croissance économique mal répartie peut contribuer à aggraver l'inégalité, miner la cohésion sociale et accélérer le déclin du capital en ressources naturelles dont la croissance économique dépend en tout premier lieu. C'est pourquoi, nous devrions considérer la

croissance économique comme un élément du train global de mesures pour réduire la pauvreté, plutôt qu'une fin en soi, et nous devrions faire attention à la manière dont la croissance est générée, en nous attaquant de manière concomitante à l'inégalité par le biais d'une croissance inclusive et durable.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les inégalités de revenu comptent – parce qu'elles ralentissent le développement, parce qu'elles sont injustes pour les enfants, et parce que les écarts en eux-mêmes sont source de résultats adverses.⁶ Pour ces raisons, sous le titre 'Croissance inclusive et durable', nous proposons, dans le cadre d'une cible de croissance durable et inclusive et comme mesure de l'inégalité des chances, des indicateurs pour mesurer les progrès de la réduction à la fois de l'inégalité de revenu et des inégalités de groupe qui touchent les enfants.

UN TRAVAIL DÉCENT

Le travail est le moyen principal dont disposent les individus pour augmenter leur revenu. C'est pourquoi, l'une des choses qu'une croissance inclusive doit apporter est la création d'emplois productifs, sans danger, correctement rémunérés et adéquatement encadrés, à travers toute une gamme de niveaux de qualification.⁷ Si cela se produit, la part du revenu national qui est versé à travers la rémunération augmentera, avec pour effet de renverser la tendance actuelle.⁸

Comme dans le cas de tous les objectifs, il faudra veiller à l'équité en matière d'emploi. C'est un domaine dans lequel les inégalités en fonction du sexe sont omniprésentes. La capacité de travail des femmes est limitée par les responsabilités domestiques et les soins à la famille, par des solutions inadéquates et inabondables en matière de garde d'enfants, par la discrimination des employeurs, et parfois par des normes socioculturelles. Ensuite, lorsqu'une femme réussit finalement à obtenir un emploi, elle sera probablement moins payée qu'un homme pour faire un travail identique.⁹

« À l'heure actuelle, je vois des gens sortir de l'université avec un diplôme et rester longtemps sans trouver d'emploi. Peut-être que je ferai comme ma tante. Elle est femme au foyer. »

Genet, 16 ans, Addis-Abeba, Éthiopie

Les jeunes (entre 15 et 24 ans) aussi ont besoin d'avoir des chances égales en matière d'emploi – ainsi que l'opportunité d'avoir une éducation de qualité, des formations professionnelles, des informations sanitaires et des services. Les jeunes sont à l'avant-garde du développement mondial et ils sont souvent des entrepreneurs sociaux et économiques. Cependant en 2010, seulement 56 % de jeunes hommes et 41 % de jeunes femmes étaient intégrés au marché du travail.¹⁰

Aujourd'hui, 115 millions d'enfants font un travail dangereux.¹¹ Nous devons garantir que d'ici à la prochaine génération, aucun n'enfant ne sera impliqué dans un travail, qui par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est exercé, pourrait être nocif à sa santé, sa sécurité ou son développement, ou interférer avec son éducation.

PROTECTION SOCIALE

Si ce que nous voulons est éliminer la pauvreté, les personnes qui n'ont pas de travail ou qui sont incapables de travailler, ont besoin d'un filet de sécurité. L'existence d'un système de protection sociale de ce type constitue également un avantage pour ceux qui ont un travail. Cela réduit l'incertitude qui accompagne le fait de vivre avec un revenu proche du minimum vital ; cela donne aux gens la possibilité de prendre des risques, et d'initier ou de développer une entreprise ; et cela fournit une alternative de secours contre la destitution (par exemple, après une crise comme une sécheresse). En même temps, il faut rester pleinement conscient du fait que l'existence d'une protection sociale effective n'améliore pas les coûts humains qui accompagnent le chômage ou la perte du travail ; ce n'est pas parce qu'il existe un système de protection sociale qu'il devient moins important de protéger l'emploi.

Il est important d'accorder davantage d'attention à la contribution potentielle de la protection sociale en tant qu'investissement pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité de l'enfance, en trouvant une solution au piège vicieux du transfert intergénérationnel de la

pauvreté. Au plan mondial, les systèmes de protection sociale sont encore à un stade extrêmement précoce dans la plupart des pays en développement – même si des pays comme le Brésil et le Mexique ont ouvert la voie, et que d'autres comme l'Éthiopie et le Bangladesh suivent maintenant leur exemple. Un grand nombre parmi les systèmes de protection sociale les plus efficaces ont opté pour un transfert des ressources et du pouvoir décisionnel aux femmes, et il est prouvé que cela accroît la part de dépenses consacrées à des biens dont les enfants sont les bénéficiaires tout en contribuant à renforcer la voix des femmes au sein des foyers et des communautés. Nous devons mesurer cette genèse et ce développement des systèmes de protection sociale, en mesurant les niveaux d'investissement et à travers l'établissement d'un mécanisme universel de fourniture d'un revenu minimum –protection sociale de base.

Govindh, qui vit en Inde, a 17 ans. Sa famille reçoit un soutien vital provenant du système de garantie de l'emploi qui leur assure le paiement d'un nombre minimum de journées de travail après qu'ils aient dû déboursier un montant conséquent pour payer les frais médicaux dus à la maladie de sa mère. « Les semences n'ont pas poussé la première année, et la deuxième année les pluies ne sont pas arrivées... nous n'avions pas d'argent pour acheter des légumes » nous dit-il. « Nous avons dû emprunter de l'argent ... ensuite, grâce au système de garantie de l'emploi, nous avons réussi à rembourser nos dettes ».

CIBLES

1. Éliminer la pauvreté extrême en termes de revenu
2. Favoriser une croissance inclusive et durable capable d'ouvrir à tous des perspectives
3. Procurer à tous un travail décent
4. Établir au plan mondial un système de protection sociale de base

OBJECTIF 2 : D'ICI À 2030, NOUS ÉLIMINERONS LA FAIM, DIMINUERONS DE MOITIÉ LE RETARD DE CROISSANCE, ET NOUS VEILLERONS À GARANTIR UN ACCÈS UNIVERSEL À L'ALIMENTATION, À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT, ET CE DE MANIÈRE DURABLE

« Nous ne pouvons plus acheter de la nourriture en grande quantité comme nous le faisons auparavant. Maintenant nous achetons petite quantité par petite quantité parce que la nourriture est devenue très chère ... Il y a des jours où nous n'avons pas suffisamment à manger. Parfois nous mangeons le soir mais nous devons sauter le petit déjeuner suivant ».

Denbel, 16 ans, Éthiopie

« Nous avons l'habitude d'aller chercher de l'eau une fois par semaine, à la rivière... mais cette eau était sale ».

Carmen, qui vit au Pérou et qui vient de déménager dans une nouvelle zone

La nourriture et l'eau sont des nécessités de base pour tous les êtres humains. Le monde a réalisé des progrès substantiel en termes de réduction de la faim. Mais malgré tout, un enfant sur trois dans le monde en développement souffre d'un développement physique et cognitif limité parce qu'il n'a pas reçu une alimentation suffisamment nutritive. Bien plus, le nombre de personnes pauvres en milieu urbain – le groupe le plus précaire en termes de sécurité alimentaire – ne cesse d'augmenter.

Liée à ces deux facteurs se trouve la nutrition. Les enfants qui ne reçoivent pas une nutrition adéquate pendant les premiers 1000 jours, entre la conception et l'âge de deux ans, auront des résultats cognitifs moins élevés et tout au long de leur vie une rémunération inférieure ce qui, en plus de l'impact humain direct, peut entraîner jusqu'à 3 % de réduction du PIB.¹² Une alimentation appropriée et diversifiée et de l'eau potable sont des éléments primordiaux pour obtenir de bons résultats nutritionnels ; mais trop souvent, les gouvernements et les autres acteurs du développement n'établissent pas les liens entre

ces deux secteurs. Les stratégies agricoles doivent tenir compte de l'aspect nutritif de l'alimentation de manière à ce qu'elles ne contribuent pas uniquement à des revenus familiaux plus élevés, mais à de meilleurs résultats nutritionnels. Une bonne nutrition demande autre chose que simplement de la nourriture et de l'eau – elle exige également une éducation du comportement pour faire progresser des pratiques comme l'allaitement maternel exclusif et le recours à l'assainissement.

Depuis 2008, les prix alimentaires ont été particulièrement volatils. Les fluctuations des prix alimentaires provoquent le chaos dans la vie des familles pauvres qui peuvent devoir consacrer jusqu'à plus des trois quarts de leurs revenus à la nourriture. L'indice de la Banque mondiale des prix alimentaires montre que le prix des grains a augmenté pour passer de 100 sur l'indice en 2005 à plus de 250 en 2012, ce qui a eu pour effet de précipiter des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté.¹³ Une hausse continue des prix alimentaires continuera d'augmenter le nombre d'adultes et d'enfants affamés, atteints de malnutrition et souffrant de retard de croissance.

Les OMD incluent également une cible qui vise à diminuer de moitié le nombre de personnes qui n'ont pas accès à de l'eau potable et à des formes d'assainissement amélioré. Le monde est en bonne voie pour atteindre la cible relative à l'eau potable ; cependant, ces indicateurs quantitatifs n'évaluent pas la qualité de l'eau. La cible relative à l'assainissement est maintenant hors de portée. Les progrès à la fois en matière d'eau potable et d'assainissement se sont avérés inégaux entre les régions et les pays, et les progrès ont été bien plus importants dans les milieux urbains que ruraux. Selon l'ONU, les améliorations en matière d'assainissement 'laissent les pauvres de

côté'. De même, les enfants dans les zones rurales risquent deux fois plus d'être en insuffisance pondérale que dans les zones urbaines, et les enfants qui souffrent d'insuffisance pondérale sont très probablement pauvres.

Atteindre une cible zéro exigera certains changements politiques. Parmi les personnes pauvres il y a de nombreux hommes et femmes qui sont de petits paysans qui produisent eux-mêmes une grande partie de leur nourriture. Ils ont besoin d'avoir accès à la terre et à d'autres ressources. Soutenir les petits paysans, particulièrement les femmes, est également un moyen pour améliorer la quantité de nourriture obtenue pour chaque acre de terre cultivée. L'éducation à la nutrition devrait faire partie intégrante des efforts en matière d'agriculture. Établir des liens entre les petits producteurs et le secteur privé, promouvoir et imposer des normes de qualité, sont des facteurs qui rendront leurs produits commercialisables et augmenteront l'implication des petits producteurs dans les activités commerciales. Soutenir plus particulièrement des femmes productrices en leur garantissant un accès à des terres est une stratégie efficace. Ce sont les femmes qui s'acquittent de la plus grosse part du travail agricole dans la plupart des pays, mais la majorité des femmes n'ont aucun droit de propriété foncière et n'ont pas de droits riverains.¹⁴ C'est à travers la promulgation de législations foncières et de législations sur l'accès à l'eau que les personnes pauvres auront la possibilité de corriger les inégalités en matière d'allocation des ressources.

Pour vaincre ces inégalités, nous proposons, pour le nouveau cadre de travail, des cibles ambitieuses (notamment un engagement à atteindre une cible zéro en ce qui concerne la faim et l'accès universel à la nourriture) dans ces domaines les plus essentiels. Éliminer la faim d'ici à 2030 doit être un objectif primordial et il doit être soutenu par des

changements en matière de propriété foncière et de droits riverains.

Cela exigera des changements politiques ambitieux.

Trouver une solution à la volatilité des prix alimentaires exigera non seulement d'améliorer l'approvisionnement en nourriture, mais demandera aussi de modifier les conditions commerciales et les politiques agricoles. Il sera également nécessaire de soutenir les producteurs agricoles et de mettre en place des mesures d'inclusion sociale. Les systèmes productifs doivent devenir écologiquement sains, ils doivent préserver la biodiversité agricole et se fixer la gestion durable des sols comme objectif déterminant ; et dans le même temps, les mécanismes de distribution doivent devenir plus efficaces et plus rentables.

CIBLES

1. Éliminer la faim ; réduire de moitié les taux de retard de croissance et de malnutrition des enfants.
2. Associer directement des systèmes durables de production et de distribution alimentaires à des cibles relatives à la nutrition.
3. Garantir au plan mondial d'ici à 2030, un accès universel à un approvisionnement en eau sûre¹⁵ durable et soucieux de l'environnement, à moins d'un kilomètre autour de tout lieu d'habitation, et dans toutes les écoles et tous les centres de santé.
4. Garantir au plan mondial d'ici à 2030, un accès universel à des installations d'assainissement à moins d'un kilomètre autour de tout lieu d'habitation, et dans toutes les écoles et tous les centres de santé.

OBJECTIF 3 : D'ICI À 2030, NOUS METTRONS FIN À LA MORTALITÉ INFANTILE ET MATERNELLE ÉVITABLE ET NOUS FOURNIRONS DES SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE UNIVERSELS

Fabrico qui vit en zone rurale au Pérou est âgé de 9 ans et il aide à récolter les pommes de terre dans la ferme de sa famille. Leurs récoltes ont récemment été endommagées par des pluies très fortes et de la grêle. Sa mère souffre d'une gastrite et son père a une broncho-pneumonie mais ils n'ont pas suffisamment d'argent pour payer les traitements médicaux nécessaires. *« Lorsqu'il s'est trouvé incapable de travailler, mon père s'est pratiquement mis à pleurer »* dit Fabrico. *« La grêle a tué des gens qui ont attrapé la grippe »*. Fabrico a demandé à sa mère, *« Avec qui est-ce que je vais vivre si vous mourez ? »*.

UN TRAVAIL INACHEVÉ

Le monde a fait des progrès en matière de santé. En 1990, 33 000 enfants de moins de cinq ans mourraient chaque jour de maladies évitables ; ce chiffre a diminué et il est maintenant de 19 000, et les progrès au cours des dix dernières années ont été deux fois plus rapides que dans les dix années antérieures. Moins de femmes meurent en couche. La propagation du VIH a ralenti.

Il est toutefois peu probable que dans aucun de ces domaines nous réussissions à atteindre les cibles des OMD – la santé ne s'est pas améliorée aussi rapidement que nous l'avions promis. Nous devons redoubler d'efforts ; il y a encore 19 000 enfants de trop qui meurent chaque jour.¹⁶

Un accès inadéquat aux services de santé et leur mauvaise utilisation sont des facteurs majeurs pour

expliquer la lenteur des progrès vers les OMD 4, 5, et 6. Chaque année, 48 millions de femmes accouchent sans l'assistance d'une personne formée en obstétrique,¹⁷ et 200 millions de femmes qui veulent gérer leur fertilité en sont incapables parce qu'elles n'ont pas accès à des services de planning familial.¹⁸ Plus de 20 millions d'enfants à travers le monde sont privés d'accès à des vaccinations courantes contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos.

Le prochain agenda pour le développement doit non seulement s'appuyer sur les OMD relatifs à la santé, pour accélérer les progrès afin d'atteindre les cibles de santé mais doit aller plus loin – afin de garantir pour tous une vie productive et en bonne santé. Il est absolument crucial que le nouveau cadre de travail conserve la santé comme une priorité, comme un droit humain, et comme un bien d'intérêt public au plan mondial. Des résultats dans le domaine de la santé plus élevés et plus équitables augmentent la productivité et la résilience, réduisent la pauvreté et sont un moteur déterminant au service d'un développement durable.

Dans ce nouveau cadre de travail, nous proposons un objectif de santé unique. La communauté de la santé doit s'aligner autour d'un cadre de travail intégré et global. C'est cela qui doit donner l'impulsion pour avancer vers une fourniture universelle de soins de santé essentiels de bonne qualité, sans sacrifices financiers, grâce à une amélioration des politiques nationales et à un renforcement des systèmes de santé. Pour cela il faudra que chaque personne puisse avoir accès en cas de besoin à un professionnel de santé formé, encadré, soutenu, équipé et motivé.

METTRE EN PLACE UNE COUVERTURE DE SANTÉ UNIVERSELLE GRÂCE À DES SYSTÈMES DE SANTÉ SOLIDES, ET SE CONCENTRER SUR LA CORRECTION DES INÉGALITÉS

Dans un passé récent, la politique de santé s'est vue fragmentée, parce que de nombreux problèmes de santé ont été traités de manière cloisonnée. Le cadre de travail post-2015 a maintenant la possibilité de garantir la mise en place de systèmes de santé publique, solides et intégrés, et de veiller à ce qu'ils bénéficient d'un investissement de la part des gouvernements nationaux et des donateurs suffisant pour couvrir les besoins en santé – notamment en termes d'éducation à la santé – des populations, et plus particulièrement de leurs membres les plus pauvres et les plus vulnérables.

Comme dans le cas plus général de l'agenda pour le développement, il est impératif de corriger les inégalités en matière de santé. Les objectifs et les cibles devraient pousser les pays et les partenaires au service du développement à se focaliser sur la réduction des écarts au sein des populations, tout en augmentant la couverture globale. C'est un objectif à poursuivre à travers les systèmes de santé dans leur capacité potentielle 'd'égalisateurs' et en abordant les déterminants sociaux de la santé qui ont des implications dans d'autres secteurs.¹⁹

L'importance des déterminants sociaux sur chacun des résultats de développement est claire, et il est donc nécessaire de résoudre l'inégalité à travers des dimensions multiples. Les déterminants sociaux de la santé ont une importance déterminante, du fait

de la solidité des preuves et de l'ancienneté des processus politiques internationaux (notamment du fait de l'établissement par l'OMS de la Commission des déterminants sociaux de la santé et de la Déclaration politique de Rio, qui lui a fait suite en 2011, qui ont servi à confirmer les engagements pris par les États).²⁰

Réussir à mettre en place une couverture universelle de la santé exige des pays qu'ils résolvent les obstacles multiples – financiers, systémiques, culturels et politiques – qui limitent l'accès et l'utilisation des services. Saisir les possibilités catalytiques de l'agenda post-2015 demandera des investissements substantiels pour améliorer la qualité des données et leur fréquence, que ce soit les données courantes issues des systèmes d'information sur la gestion de la santé au niveau des pays ou les données issues d'enquêtes – notamment d'enquêtes sur la démographie et la santé ainsi que d'enquêtes sectorielles à indicateur multiple. Un processus global doit être instauré incluant une participation significative de la société civile au développement, à la mise en œuvre et au suivi de cet objectif en vue tout à la fois d'encourager une véritable maîtrise de l'objectif au niveau du pays et de renforcer la redevabilité.

CIBLES

1. Mettre fin à la mortalité infantile et maternelle évitable.
2. Parvenir à une couverture universelle en matière de santé.
3. Agir sur les déterminants sociaux de la santé.

OBJECTIF 4 : D'ICI À 2030, NOUS VEILLERONS À CE QUE TOUS LES ENFANTS REÇOIVENT UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET QU'ILS AIENT DE BONS RÉSULTATS EN MATIÈRE D'APPRENTISSAGE

« Apprendre permet de penser de bonnes choses et cela me rend heureux. Mais je déteste devoir rester assis dans une salle de classe où il y a autant d'élèves. Je trouve pénible de rester assis dans une salle de classe pendant des heures et des heures ».

Bereket, élève en huitième année, Éthiopie

L'éducation est un droit, et constitue le fondement du développement. Virtuellement tous les pays qui se sont développés rapidement au cours des dernières décennies avaient des systèmes éducatifs solides.

Nous avons connu des augmentations impressionnantes au niveau de l'accès à l'éducation. Aujourd'hui, à peine 10 % d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ne vont pas à l'école.²¹ Mais la difficulté pour atteindre la 'cible zéro' reste énorme.

Premièrement, les progrès en matière d'accès sont en train de caler. L'espoir d'atteindre à la fois l'ODM relatif à l'accès universel à l'éducation primaire d'ici à 2015 et certains autres objectifs de l'Éducation pour tous – notamment l'objectif sur l'égalité des sexes en termes de scolarisation – est maintenant de plus en plus faible. Bien qu'on ait assisté à une réduction de l'écart entre garçons et filles, il manque tout de même encore au niveau mondial 3,6 millions de filles dans les écoles primaires pour qu'il y ait parité totale entre les sexes (Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2011).

Et deuxièmement, avec les progrès qui ont été réalisés en termes d'accès et d'assiduité, de nouvelles difficultés sont apparues – à savoir les résultats d'apprentissage et la question de l'équité. Réussir à envoyer les enfants à l'école n'est que le début du travail à accomplir, pas la fin. Atteindre la cible zéro en termes d'éducation, doit sans aucun doute signifier qu'aucun enfant ne doit être en échec d'apprentissage.

Cependant, les niveaux actuels d'apprentissage sont extrêmement faibles. Environ 120 millions d'enfants, soit ne franchissent jamais l'entrée de la salle de classe, soit abandonnent avant d'avoir achevé leur quatrième année. 130 millions d'autres enfants ne réussissent pas à maîtriser les compétences fondamentales pendant la période qu'ils passent à l'école.²² Lire, écrire et compter ne constituent pas l'alpa et l'oméga de l'apprentissage élémentaire ; entre autres choses, la réflexion critique et les savoirs spécifiques au contexte sont vitaux. Ces compétences fondamentales sont non seulement nécessaires en soi, mais elles fournissent également les fondations qui permettent aux enfants d'acquérir d'autres compétences plus générales. Sans une amélioration de l'apprentissage, des années supplémentaires de scolarisation n'aideront en rien les enfants – ou leurs pays – à prospérer dans le futur.

Cet accent placé sur l'apprentissage doit être combiné avec un accent sur l'équité. Ce sont souvent les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés qui ont les enseignants les moins bien formés, le moins de matériel éducatif et le moins de possibilités d'apprendre à l'extérieur de l'école. Ce sont eux également qui ont le moins de chance de bénéficier de services à la petite enfance de qualité, alors qu'il est bien établi qu'un soutien dès le plus jeune âge contribue à garantir la capacité d'apprendre plus tard dans la vie. En conséquence, les enfants pauvres ont moins de probabilité de commencer leur scolarité dans les meilleures conditions pour apprendre.²³

Le nouveau cadre de travail pour le développement doit se concentrer sur la réduction de l'écart en termes d'apprentissage qui existe entre les enfants les plus pauvres et les plus riches. Une priorité explicite sur l'équité exige que les 10 % des enfants les plus pauvres qui se trouvent actuellement hors de l'école

primaire, soient à la fois scolarisés et réellement en train d'apprendre. Cela exigera une action ciblée, et notamment un financement ciblé, pour permettre d'atteindre les enfants les plus pauvres, les enfants handicapés, les filles, les enfants appartenant à des minorités ethniques ainsi que les enfants qui vivent dans des pays subissant une situation de conflit ou d'urgence.

Finalement, l'éducation doit également être liée à des questions plus générales sur la manière dont nous garantissons une croissance inclusive. L'explosion démographique des jeunes fait de cette question un enjeu essentiel – l'éducation est spécialement importante pour aider les pays à profiter de cet atout démographique potentiel. Dans de nombreux pays, résoudre la question de l'ampleur de l'écart entre les sexes au niveau de l'éducation secondaire est également un défi fondamental ; pour réussir à instaurer une croissance inclusive il faudra que tous les jeunes qui entrent sur le marché du travail aient les compétences nécessaires pour trouver un emploi productif et devenir des citoyens actifs. C'est pour cela que l'éducation secondaire devrait inclure une priorité sur les compétences dont les jeunes ont besoin pour faire de leur transition vers la vie adulte un véritable succès.

Comme dans le cas de l'ensemble des objectifs, ces propositions ne sont que des suggestions initiales à débattre. Les discussions sur comment évaluer les résultats d'apprentissage de manière à permettre des comparaisons mondiales valides sont ardues et font partie d'un travail qui est encore en cours. Il y

aurait également de bonnes raisons pour envisager un cadre de travail intégrant des mesures en matière d'apprentissage fondamental au niveau mondial qu'il serait possible d'étendre à l'aide de cibles ambitieuses au niveau national – de nombreux pays devront se fixer comme objectif bien davantage qu'une série de planchers mondiaux, et devront mettre la priorité sur plus que de simples connaissances élémentaires en lecture, écriture et calcul.

CIBLES

1. Garantir qu'à l'âge de 12 ans, toutes les filles et tous les garçons obtiennent de bons résultats d'apprentissage et que l'écart entre les enfants les plus pauvres et les plus riches soit substantiellement réduit.
2. Garantir que les plus jeunes enfants des familles les plus pauvres entrent à l'école prêts à apprendre parce qu'ils auront déjà atteint un bon niveau en matière de développement préscolaire.
3. Garantir que tous les jeunes maîtrisent les enseignements fondamentaux – lecture, écriture et calcul – et qu'ils ont des compétences techniques et des aptitudes à la vie courante qui leur donnent une chance réelle de devenir des citoyens actifs et d'obtenir un emploi décent.

OBJECTIF 5 : D'ICI À 2030, NOUS VEILLERONS À CE QUE TOUS LES ENFANTS VIVENT UNE EXISTENCE LIBRE DE TOUTES FORMES DE VIOLENCE, QU'ILS SOIENT PROTÉGÉS EN SITUATION DE CONFLIT ET QU'ILS PUISSENT S'ÉPANOUIR DANS UN ENVIRONNEMENT FAMILIAL SANS DANGER

« Tous les enfants étaient terrorisés à l'idée d'aller sur le front, mais ils n'avaient pas le choix. On les a envoyés devant alors que les adultes restaient derrière. Si nous avions refusé, on nous aurait tués... Dans mon bataillon il y avait six filles. Elles ont toutes subi des violences sexuelles ».

Christophe, 17 ans, enlevé par un groupe armé dans l'est de la RDC²⁴

« J'avais 12 ans lorsque j'ai été violée pour la première fois. Sur le chemin de retour du marché, j'ai traversé la cour de l'école... le gardien de l'école m'a entraînée dans la salle [de classe] et il m'a violée. Il a menacé de tuer ma mère et de me tuer, si j'en parlais à quiconque ».

Catherine, 14 ans, État de Kaduna, Nigéria²⁵

Dans tous les pays, toutes les cultures et toutes les sociétés, il y a des enfants qui subissent des formes variées d'abus, de négligence, d'exploitation ou de violence. Cette violence a lieu à la maison, à l'école, dans des institutions, au travail et au sein de la communauté. Les enfants ont une vulnérabilité unique face à la violence et aux abus du fait de l'étape de vie dans laquelle ils se trouvent et de leur dépendance envers les adultes. Les catastrophes humanitaires rendent les enfants particulièrement vulnérables. 20 millions de filles et de garçons ont été forcés de fuir l'endroit où ils vivaient, et plus d'un million d'enfants sont devenus orphelins ou ont été séparés de leur famille à cause d'une situation d'urgence. Un grand nombre de ces enfants séparés finissent dans des institutions.

Un peu plus d'un milliard d'enfants vivent dans des pays ou des territoires touchés par un conflit armé.²⁶ Aucun pays à faible revenu, fragile ou touché par un

conflit, n'a jusqu'ici réussi à atteindre un seul des Objectifs du millénaire pour le développement.²⁷ En effet, l'Équipe de travail post-2015 des Nations Unies a reconnu que « la violence et la fragilité sont devenues les deux obstacles majeurs pour la réalisation des OMD ». Il est scandaleux que dans au moins 13 pays, des enfants soient encore recrutés au sein des forces et des groupes armés, et qu'un million d'enfants aient été violés ou qu'ils aient subi d'autres formes de violence sexuelle imputables à une situation de conflit.²⁸ En 2008, en République démocratique du Congo, par exemple, le Fonds des Nations Unies pour la population a enregistré près de 16 000 cas de violence sexuelle envers des femmes et des filles. Dans 65 % de ces cas il s'agissait d'enfants, pour la plupart de jeunes adolescentes. Dans le même temps en 2006, le *Lancet* a publié une étude qui estimait qu'environ une fille sur cinq résidant à Port-au-Prince et dans son agglomération, avait été violée pendant la rébellion armée qui a eu lieu entre février 2004 et décembre 2005.²⁹

Toutefois, il y a des incidents de violence envers les enfants dans tous les contextes et ils ont des conséquences sérieuses sur le développement des enfants. On estime qu'entre 500 millions et 1,5 milliards d'enfants subissent des actes de violence chaque année.³⁰ Chaque année, 150 millions de filles et 73 millions de garçons sont violés ou sont soumis à des violences sexuelles.³¹ Dans de nombreux pays, les violences envers les enfants, comme les châtiments corporels sont encore légaux et socialement acceptés. Trois enfants sur quatre subissent des pratiques disciplinaires violentes à la maison.³² Il y a plus de 17,5 millions d'enfants de moins de 18 ans qui ont perdu un ou leurs deux parents à cause du sida.³³

Il y a dans le monde plus de 2 millions d'enfants qui vivent dans des institutions d'accueil pour enfants³⁴ dans lesquelles la violence et les abus sont souvent courants. Les recherches effectuées soulignent les impacts négatifs que l'exposition à la violence et le fait de subir des actes de violence ont sur le développement des enfants, en plus des coûts économiques et sociaux que cela représente pour la société.

Cependant, comme le déclare le Secrétaire général des Nations Unies, « aucune violence envers les enfants n'est justifiable, et toute violence envers les enfants est évitable ».³⁵

Et en effet, il y a eu des progrès. Les châtiments corporels sont maintenant légalement interdits dans 33 États sur 193.³⁶ De nouvelles normes internationales de protection de l'enfance ont été adoptées et des accords sont intervenus pour réglementer la violence envers les enfants ainsi que les abus et l'exploitation sexuels commis sur des enfants. De plus, des Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants ont fait l'objet d'un accord.³⁷

Mais les progrès sont restés trop limités et trop lents. Cela se doit en partie au fait que le droit des enfants à la protection entre parfois en conflit avec des normes et des comportements sociaux profondément ancrés. Les enfants handicapés ou atteints du VIH, par exemple, sont fréquemment confrontés à la stigmatisation et sont d'autant plus vulnérables face aux abus. La discrimination en fonction du sexe entraîne des mariages précoces pour des millions de filles, ce qui les place en outre dans une situation où elles sont encore plus vulnérables face à la violence et aux abus. Des pratiques 'disciplinaires' violentes à l'égard des enfants, à la maison et à l'école, sont encore la norme dans de nombreux pays à travers le monde.

Afin de protéger les enfants les plus marginalisés et les plus exclus, il est crucial d'accorder de l'importance à l'équité. On a assisté récemment, dans le monde en développement, à une modification qui a consisté à passer du traitement des problèmes de

certains groupes particuliers (comme les enfants des rues, ou ceux subissant des abus sexuels) à une approche plus exhaustive, intégrale et transversale à l'ensemble des secteurs, capable de traiter différents besoins de protection de l'ensemble des enfants et d'améliorer la prévention. C'est une approche qui implique de construire et de renforcer des systèmes de protection de l'enfance tant au niveau des communautés que des pays. Ce changement implique également un déplacement des investissements, pour privilégier la prise en charge en milieu familial par rapport à la prise en charge en institution, un changement qui s'appuie sur des éléments qui démontrent que c'est dans un environnement familial sûr (qu'il s'agisse de leur famille de naissance ou d'une autre famille de remplacement) que les enfants ont le plus de chance de s'épanouir.

Des réformes juridiques sont nécessaires afin d'interdire toutes les formes de violence. La participation des enfants à la gouvernance devrait être encouragée. Des systèmes nationaux fiables de recueil des données relatives à la protection de l'enfance constituent une composante déterminante d'une approche basée sur les systèmes de ce type, et leur instauration dans tous les pays est impérative.

CIBLES

1. Mettre fin à la mortalité infantile imputable aux conflits armés et diminuer de moitié le nombre de décès violents d'enfants hors conflits armés (ex : homicides intentionnels).
2. Diminuer de moitié le nombre d'enfants soumis à n'importe quelle forme de violence et d'abus sexuels.
3. Diminuer de moitié le nombre d'enfants soumis à des pratiques disciplinaires violentes à la maison.
4. Diminuer de moitié le nombre des enfants qui vivent en dehors d'un environnement familial³⁸ (y compris les enfants touchés par une situation d'urgence).

OBJECTIF 6 : D'ICI À 2030, LA GOUVERNANCE SERA PLUS OUVERTE, PLUS RESPONSABLE ET PLUS INCLUSIVE

« On nous a fourni les compétences d'encadrement dont nous aurons besoin pour l'avenir, et nous avons été transformés en citoyens responsables. J'ai appris à envisager de manière positive tout ce que je veux réaliser dans mon existence. Il n'y a pas de limites. Les enfants sont maintenant impliqués dans les questions qui touchent au développement de notre ville ».

Donovan, délégué de jeunes, impliqué dans le Réseau Zimbabwe Child and Youth Budget

Un système de gouvernance transparent qui encourage la participation et fournit des biens et des services avec efficacité est essentiel pour garantir une couverture durable des besoins de tous les citoyens du pays. Selon Ellen Johnson Sirleaf, la présidente du Libéria, « à mesure que les systèmes de démocratie, de transparence et de redevabilité se renforcent et que leurs capacités s'améliorent, les nations africaines vont acquérir progressivement les capacités techniques qui leur permettront de maîtriser leurs politiques de développement ». ³⁹ De la même manière, David Cameron, le Premier Ministre britannique, a insisté sur 'le fil d'or' qui sert de condition pour permettre aux économies et aux sociétés ouvertes de prospérer, notamment le respect de l'état de droit, l'absence de conflit et de corruption ainsi que l'existence de droits de propriété et d'institutions fortes. Ce sont des questions dont l'absence était particulièrement notoire dans les OMD.

Une gouvernance plus ouverte, plus responsable et plus inclusive se compose d'au moins trois éléments. Premièrement, la **transparence** ; les informations relatives à l'élaboration des politiques et des budgets doivent être disponibles au public sous une forme accessible. Deuxièmement, la **participation** ; le public (y compris les groupes marginalisés et exclus) doivent avoir l'information nécessaire, la liberté et le pouvoir qui leur permettent de s'impliquer dans les processus d'élaboration des politiques et des budgets. Troisièmement, la **redevabilité** ; le gouvernement

doit garantir que les biens publics sont fournis de manière efficace et équitable, et le public doit être en mesure de demander au gouvernement et aux autres acteurs de rendre des comptes. ⁴⁰

Ce sont les États touchés par un conflit et fragiles qui présentent peut-être les conditions les plus difficiles pour l'établissement d'une gouvernance ouverte, responsable et inclusive – et plus généralement pour la réalisation des objectifs de développement. Les États fragiles ne représentent qu'un cinquième de la population des pays en développement, mais c'est là que se trouvent un tiers des personnes qui vivent dans la pauvreté extrême, la moitié des enfants d'âge primaire non scolarisés, et la moitié des enfants qui meurent avant d'atteindre leur cinquième anniversaire. Un nouveau cadre de travail doit tenir compte des différents contextes en matière de gouvernance et doit s'engager à voir s'accomplir une réalisation progressive des objectifs de développement même dans les situations les plus difficiles et les plus éprouvantes.

Ce faisant, la combinaison des objectifs sélectionnés pour le cadre de travail post-2015 peut avoir un impact important sur la prévention des conflits et la réduction de la fragilité. Sur les sept priorités identifiées par Saferworld comme importantes pour la réduction des conflits et de la fragilité, quatre sont directement liées à l'Objectif 6 que nous proposons qui touche à une gouvernance plus ouverte, plus responsable et plus inclusive. ⁴¹ Ces quatre priorités sont:

- Tous les États sont capables de gérer leurs revenus et d'exercer leurs fonctions fondamentales de manière efficace et responsable.
- Tous les groupes sociaux sont en mesure de participer aux décisions qui touchent à la société.
- Tous les groupes sociaux ont un accès identique à la justice.
- Tous les groupes sociaux ont accès à une fourniture équitable et responsable des services sociaux.

Tous les pays – des plus fragiles et touchés par les conflits à ceux qui ont la plus longue tradition démocratique – peuvent s'améliorer en ce qui concerne les mesures relatives à la transparence, la participation et la redevabilité. Le cadre destiné à succéder aux OMD, afin de signifier l'importance intrinsèque des formes ouvertes de gouvernement, et aussi afin d'en reconnaître et d'en traduire l'importance en vue de réduire durablement la pauvreté absolue, devrait inclure différents aspects d'une gouvernance ouverte, responsable et inclusive.

CIBLES

1. Garantir que tous les pays jouissent d'une **gouvernance transparente**, accompagnée de processus budgétaires ouverts, de mécanismes complets de compte-rendu institutionnel, et du respect de la liberté d'information.
2. Garantir que tous les pays jouissent d'une **gouvernance participative**, accompagnée d'une liberté d'expression, de presse et de choix politique accrue.
3. Garantir que tous les pays jouissent d'une **gouvernance responsable**, accompagnée d'un engagement à respecter l'État de droit, à offrir des services publics plus équitables et efficaces et à réduire la corruption.

3 CRÉER DES ENVIRONNEMENTS PROPICES ET DURABLES

Les six objectifs prioritaires de Save the Children ont été présentés au Chapitre 2. Ces objectifs s'appuient sur une vaste expérience de travail sur le développement de l'enfant accumulée partout dans le monde. Ils sont les éléments fondamentaux en vue d'une vie saine et productive.

Dans ce chapitre, nous présentons quatre objectifs additionnels, qui contribueront à créer un environnement propice au développement humain et durable; ces objectifs recouvrent des questions liées aux ressources et à la préservation de l'environnement, à la réduction des catastrophes et à l'accès à l'énergie. Nos propositions complètent, et dans certains cas, s'appuient fortement sur le travail d'autres organisations spécialistes comme les agences qui se consacrent à la défense de l'environnement. Elles s'appuient également sur des initiatives et des engagements préexistants, comme l'initiative 'Énergie durable pour tous' lancée par le Secrétaire général des Nations Unies et le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

OBJECTIF 7 : D'ICI À 2030, NOUS METTRONS EN PLACE DES PARTENARIATS MONDIAUX SOLIDES AFIN DE MOBILISER DAVANTAGE DE RESSOURCES FINANCIÈRES ET GARANTIR LEUR UTILISATION EFFICACE

Des ressources adéquates ne sont pas suffisantes en elles-mêmes pour garantir le développement humain, mais elles sont certainement nécessaires. Les pays à faible revenu, par définition, fonctionnent avec environ moins de 1 000 dollars par personne et par an, ce qui engendre des difficultés massives d'un type largement oublié dans les pays développés.

En 2005, le financement supplémentaire nécessaire pour atteindre les OMD avait été calculé à 50 milliards de dollars par an. Grâce à ces calculs et aux pressions politiques qu'ils ont générées, l'existence des OMD semble avoir entraîné une hausse du financement provenant tant des sources domestiques que des donateurs extérieurs.¹

Pour les pays développés, le financement le plus évident est celui lié à l'aide. Dans le meilleur des cas, l'aide comprend des financements spécialement ciblés pour favoriser le développement humain. Les pays développés se sont engagés dans les années 1970 à verser 0,7 % de leur richesse nationale sous forme d'aide. Seule une poignée de pays ont dépassé cette cible – comme le Danemark, le Luxembourg et la Suède – et une poignée d'autres, y compris le Royaume-Uni, sont en bonne voie pour y parvenir d'ici peu.² Il est vital que d'autres pays suivent cet exemple. Dans certains pays à faible revenu, l'aide fournit un quart du budget de l'éducation.³

La qualité de l'aide est toute aussi importante que sa quantité. Garantir la qualité de l'aide est vital pour qu'il soit possible de tirer le meilleur parti des ressources disponibles. Si tous les pays fournissaient leur aide de manière transparente, les gains en termes d'efficacité pourraient être équivalents à 3 milliards de dollars US supplémentaires. Le déliement de l'aide peut en augmenter la valeur de 15 à 30 %.

Toutefois, le financement international pour le développement ne concerne plus exclusivement des pays développés qui apportent de l'aide aux pays en développement. Le volume de la coopération financière sud-sud, dans laquelle des pays du sud négocient des accords de financement en vue d'un bénéfice mutuel, augmente rapidement. On considère que ce type de coopération représentait environ 12 à 14 milliards de dollars US en 2008, même si le manque de données rend difficile l'estimation de la valeur d'ensemble de cette activité.⁴ L'investissement étranger direct (IED) est également un moteur clé du développement – par le biais de la croissance économique locale, de la création d'emplois et du développement des infrastructures. En 2010, l'IED a dépassé l'assistance au développement à l'étranger en tant que source principale de capital international en Afrique.⁵

Il est évident que le rôle du secteur privé est important, mais la nature et l'étendue des bénéfices de l'IED continuent de susciter des questionnements, particulièrement dans le cas de pays à faible revenu.⁶

Il est possible d'isoler trois mesures pour garantir un impact plus positif en matière de développement:

1. Des mesures pour veiller à ce que toutes les entreprises appliquent une approche 'do-no-harm' (sans dommage) dans l'exercice de leurs activités fondamentales (en évaluant et en rendant public les impacts sociaux de leurs produits, comme par exemple les substituts de l'allaitement maternel) ; de leurs pratiques (comme par exemple leurs normes de travail ou leurs stratégies fiscales) ; et par rapport à leurs impacts indirects (comme par exemple leur empreinte environnementale).
2. Façonner des stratégies fondamentales d'entreprise de manière à ce que celles-ci contribuent aux objectifs en matière de développement.

3. Plaider pour un changement au niveau national et mondial (le leadership démontré par Aviva en matière de transparence lors du sommet de Rio+20, en est un exemple).⁷

Néanmoins, dans tous les pays la taxation est le fondement du financement destiné au développement. En 2009, les ressources domestiques ont fourni deux-tiers des dépenses publiques dans les pays à faible revenu, comparé à un peu moins de la moitié en 2000; ce n'est qu'avec la croissance des pays, et l'augmentation de l'effort fiscal, que ce chiffre sera susceptible d'augmenter.⁸ Accroître la mobilisation des ressources domestiques comporte une multitude d'avantages.⁹ Elle contribue à accroître les revenus publics et à générer un sentiment de citoyenneté qui à son tour oblige les gouvernements à davantage de redevabilité envers leurs citoyens, ce qui augmente la probabilité d'une utilisation plus judicieuse des revenus. L'augmentation progressive du taux d'imposition est un moyen direct pour combattre l'inégalité. Et réprimer la fraude et l'évasion fiscale contribuent à instaurer un climat d'équité. À l'inverse, la perte de revenus fiscaux et des services qui y sont associés, ainsi qu'un affaiblissement potentiel du contrat social, ont des impacts évidents. Selon une estimation, le bénéfice potentiel d'une remise en cause des abus fiscaux pourrait être équivalent à une réduction de la mortalité des moins de cinq ans de 1 000 enfants par jour.¹⁰

Il ne s'agit pas seulement d'une question domestique. Alors que pour les gens qui vivent dans les pays riches, l'aide peut sembler l'élément le plus évident pour financer le développement, ces mêmes pays assument une part importante de la responsabilité d'un système international qui de par sa faiblesse fait la promotion de l'évasion fiscale et de la corruption à grande échelle. Un engagement international de transparence – par le biais duquel les pays s'informent mutuellement des comptes en banque, des compagnies et des autres modes d'évasion fiscale de leurs citoyens – aurait le pouvoir de mettre en lumière des flux financiers illicites, jugulant ainsi des pertes fiscales qui selon les estimations dépasseraient les recettes de l'aide.¹¹

Pour finir, l'argent n'est pas la seule ressource mondiale ; l'inventivité et la technologie en sont

d'autres. Les accords commerciaux devraient maximiser les ressources disponibles pour le développement en facilitant un équilibre entre le besoin de partager des savoir-faire concernant des innovations cruciales qui étayent le développement – comme les technologies de l'information, les produits nutritifs et les médicaments – et les besoins des initiateurs de ces innovations de protéger leur droit à la propriété intellectuelle. Dans le secteur de la santé, par exemple, les règles en matière de propriété intellectuelle devraient être appliquées avec toute la flexibilité nécessaire pour s'assurer que les pays à faible revenu qui font face à des crises de santé sont en mesure de breveter et de se procurer un approvisionnement alternatif en médicaments essentiels sans contrevioler aux règles sur la propriété intellectuelle en vigueur sur les marchés des pays développés.

OBJECTIF 8 : D'ICI À 2030, NOUS CONSTRUIRONS DES SOCIÉTÉS CAPABLES DE RÉSISTER AUX CATASTROPHES

Hung a 17 ans et il vit en milieu rural au Vietnam. Sa famille a récemment vécu des crises multiples. Une très forte tempête de grêle en 2006 a endommagé 500 arbres à kumquats, ce qui a coûté 14 millions de Dong vietnamiens (VND) à sa famille. Des inondations en 2008, ont endommagé leur récolte d'oranges et leur a coûté 40 millions de VND. C'est la fièvre aphteuse qui a ensuite tué leurs porcs et qui a entraîné pour eux une perte de 100 millions de VND. Pour finir, le frère de Hung a eu besoin d'être opéré ce qui a coûté 30 millions de VND à la famille. En conséquence, Hung s'est vu obligé de travailler et il n'a pas réussi ses examens de l'école secondaire.

Depuis 1992, des catastrophes diverses ont touché 4,4 milliards de personnes.¹² Au cours des vingt prochaines années, les risques de catastrophe vont augmenter dans la mesure où de plus en plus de personnes et de biens se trouvent situés dans des zones exposées à des risques de mauvaises récoltes, d'inondation ou de changement dans les schémas épidémiologiques.

Les catastrophes peuvent être soudaines et sans ambiguïté, mais les crises peuvent également s'installer de manière insidieuse. Une ou deux années de sécheresse et une mauvaise récolte peuvent provoquer une crise aussi importante qu'un tremblement de terre.

Les catastrophes naturelles et celles provoquées par l'homme se combinent souvent à d'autres sources de stress, comme une hausse des prix alimentaires ou la maladie du principal soutien de famille pour engendrer 'des chocs multiples' qui peuvent avoir des conséquences irréversibles. En Éthiopie, l'étude de Save the Children, Jeunes vies, a montré que sur une période de quatre ans, 87 % des familles avaient vécu au moins un événement adverse, et plus de la moitié des familles ont indiqué en avoir subi trois ou plus.

Les crises ont également pour effet d'aggraver l'inégalité. Par exemple, l'étude de Save the Children a découvert qu'en Éthiopie les familles les plus pauvres avaient six fois plus de probabilité d'être affectées par la sécheresse que les familles les plus riches.¹³ Les femmes et les enfants ont 14 fois plus de probabilité de mourir dans une situation de catastrophe que les hommes. Comme dans le cas des autres objectifs, il est important de veiller à une distribution équitable des ressources destinées à créer une résilience face aux catastrophes.

Au plan mondial, les catastrophes représentent une contrainte majeure pour les progrès accomplis en vertu d'un cadre de développement universel. Habituellement il n'est pas possible d'éviter les catastrophes, mais par contre il est possible de prévenir les impacts dévastateurs qu'elles ont sur les personnes et le développement. Des succès ont été obtenus dans ce domaine. Le nombre de personnes qui meurent dans des situations de catastrophe diminue, en grande partie du fait de l'amélioration des systèmes d'alerte précoce. Néanmoins, le nombre des personnes affectées par les catastrophes continue d'augmenter. Nous proposons des cibles pour toutes les nations dans le but de :

- développer des plans de catastrophe ;
- diminuer de moitié le taux de mortalité et les pertes économiques imputables à des événements liés aux catastrophes ;
- éliminer l'impact négatif des catastrophes sur les niveaux absolus, multidimensionnels et relatifs de pauvreté.

OBJECTIF 9 : D'ICI À 2030, NOUS VEILLERONS À GARANTIR POUR TOUS UN ENVIRONNEMENT DE VIE SAIN, DURABLE ET RÉILIENT

« Il y avait toujours des réserves de nourriture dans la grange. Il y avait également de bonnes terres à pâturage pour les animaux. Mais maintenant, le manque de pluie est devenu plus fréquent et il n'y a plus que quelques rivières sur lesquelles on puisse compter ».

Personnel soignant en milieu rural en Éthiopie

Depuis l'année 2000, il y a eu d'énormes améliorations au niveau des indicateurs de développement humain. De moins bons résultats ont été obtenus en ce qui concerne la viabilité à long terme de notre patrimoine global en ressources naturelles,¹⁴ malgré le fait que la santé et la prospérité humaines en dépendent aussi étroitement.¹⁵ Bien plus, les bénéfices engrangés provenant de l'exploitation des ressources de la terre ont bénéficié de manière disproportionnée aux populations riches aux dépens des personnes les plus pauvres au monde.¹⁶

En se projetant vers 2030, il est difficile d'imaginer, alors que nous approchons rapidement des limites fixées par l'environnement, comment entre 8 et 9 milliards de personnes¹⁷ pourront durablement se nourrir et disposer de suffisamment d'eau et d'énergie sans un changement substantiel dans nos modes de percevoir, régir et gérer les ressources environnementales.

Depuis que le dernier cadre de travail pour le développement a fait l'objet d'un accord, nous avons une bien meilleure compréhension de l'importance des systèmes naturels et de leur influence sur le bien-être et la prospérité des humains.¹⁸ Il est maintenant communément accepté que la réduction de la pauvreté et le renforcement de la résilience des communautés reposent, en grande partie, sur une gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes qui les soutiennent.¹⁹ Les personnes qui vivent dans la pauvreté sont non seulement plus susceptibles d'être dépendantes de l'environnement pour leur bien-être immédiat que d'autres groupes ; elles sont aussi plus susceptibles d'être privées d'accès aux ressources environnementales, et d'être plus exposées aux risques environnementaux,²⁰ comme le changement climatique et la pollution de l'air, avec pour effet de restreindre encore leurs revenus, de mettre en danger leur santé et de limiter leurs résultats en termes d'éducation. La

préservation de l'environnement aura donc un effet aussi central sur les résultats escomptés du prochain cadre de travail pour le développement que les objectifs articulés dans les sections précédentes. Il est impératif de définir une action concertée pour réduire les inégalités environnementales.

Alors même que nous reconnaissons l'importance de ces questions par rapport au développement humain, une grande partie des informations détaillées qui les sous-tendent dépassent l'expertise de Save the Children. C'est avec cette mise en garde que nous avons proposé quatre cibles – énumérées ci-dessous – dont l'objectif est d'agir sur les domaines généraux dans lesquels, en tant que communauté mondiale, nous devons absolument faire des progrès pour pouvoir atteindre un développement humain durable sur le plus long terme. Nous sommes conscients, néanmoins, que d'autres organisations plus spécialisées dans les questions d'environnement sont mieux placées pour décider du contenu exact de ces cibles.

ÉLIMINER LES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES – LA CHARGE DE MORBIDITÉ IMPUTABLE À L'ENVIRONNEMENT

À travers le monde, la pollution et la dégradation de l'environnement sont une source majeure de risques en matière de santé. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'au plan mondial, près d'un quart de la totalité des décès et de la morbidité totale sont attribuables à l'environnement ; et que chez les enfants, les facteurs de risque dus à l'environnement sont responsables de près d'un tiers de la charge de morbidité.²¹ Les inégalités en termes d'exposition aux dangers dus à l'environnement et aux polluants sont en augmentation tant dans les pays développés que dans les pays en développement.²² Un cadre de travail dont le but est de réduire les inégalités doit donc s'attaquer aux causes environnementales de mauvaise santé. Une manière de le faire est d'inclure une cible destinée à réduire substantiellement les impacts de la pollution environnementale sur la santé humaine.²³

PROTECTION CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Parmi les menaces que l'environnement fait peser sur la santé et le bien-être des humains, le changement climatique est peut-être la plus importante. C'est une menace qui commence déjà à affecter en premier et le plus durement, les populations les plus pauvres et les plus marginalisées.²⁴ Et en attendant,

les enfants sont particulièrement vulnérables.²⁵ Une estimation semble suggérer que d'ici à 2050, à cause des effets du changement climatique, il pourrait y avoir 25 millions d'enfants de plus souffrant de malnutrition.²⁶ Et pendant ce temps, les tentatives mondiales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre restent notoirement ineffectives. Le changement climatique et l'acidification des océans mondiaux qui y est étroitement associée, menacent d'aggraver les inégalités en matière de santé et de revenu, alors que des systèmes environnementaux et des ressources naturelles déjà fortement sous pression – notamment la nourriture et l'eau – subissent une pression encore accrue, et que les dynamiques et la distribution des maladies contagieuses sont en train de se modifier.²⁷ Le changement climatique possède donc le pouvoir de renverser les progrès accomplis au cours des années récentes en termes de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la santé humaine et de préservation de l'environnement.²⁸ C'est pour cela qu'il est impératif d'agir de toute urgence pour réduire les émissions et trouver une solution aux impacts qui se font déjà sentir.

Réduire les émissions tout en soutenant les priorités relatives à la croissance des nations en développement est un défi énorme mais pas insurmontable. Le prochain cadre de travail pour le développement a un rôle déterminant à jouer en ce qu'il doit préparer les pays à résister au changement climatique ; il doit donner aux pays en développement la capacité d'effectuer une transition vers des voies de développement qui ne reproduisent pas les erreurs crasses du passé, et renforcer la responsabilité des pays développés en matière de réduction des émissions. Nous proposons une cible permettant de transcrire les progrès en matière de réduction des émissions et des impacts climatiques au cours des prochaines vingt années. Notre capacité à faire des progrès par rapport à cette cible dépendra des mesures prises par les pays pour préparer et mettre en œuvre une série de stratégies ambitieuses d'adaptation et d'atténuation au niveau national.

RESTORER ET PROTÉGER LE PATRIMOINE EN RESSOURCES NATURELLES

La nourriture, l'eau, l'énergie et les terres sont le fondement du développement humain. Ces ressources (ainsi que toutes les autres ressources naturelles) sont fournies par des écosystèmes et une biodiversité

qui sont en déclin partout dans le monde du fait de la surexploitation, de la conversion et de la pollution.²⁹ À mesure que les écosystèmes déclinent, les services qu'ils rendent sont également en déclin : la fonction de régularisation du climat qu'ont les écosystèmes, par exemple, est mise en danger à mesure que des habitats riches en carbone sont dégradés. Un cadre de travail pourrait s'attaquer à cette question en incluant une cible basée sur le contenu des objectifs d'Aichi relatifs à la protection et la restauration des écosystèmes comme les zones côtières et les forêts, et en tenant compte de l'importance de la biodiversité.³⁰

CONSOMMATION DE RESSOURCES ET PRODUCTION

Rester à l'intérieur des limites environnementales va devenir de plus en plus difficile, au moment où hisser hors de la pauvreté les 1,3 milliards de personnes restantes impliquera nécessairement une augmentation de la consommation en ressources naturelles. Veiller à ce que les niveaux de consommation restent à l'intérieur des limites viables, tout en donnant en même temps aux pays en développement les moyens d'accroître leurs économies et d'améliorer leurs niveaux de vie représente un défi majeur. Il est absolument déterminant d'améliorer la viabilité de la consommation des ressources et celle de la production. Cependant aboutir à cet accord mondial pour une consommation et une production durables (global agreement on sustainable consumption and production-SCP) s'est avéré un processus lent dont la mise en application est encore plus lente. Comme souligné lors de Rio+20, les gouvernements, associés au secteur privé, ont un rôle majeur à jouer pour veiller à ce que soit reconnue dans son intégralité la valeur des systèmes naturels et qu'elle soit intégrée aux cadres de travail qui dictent les prises de décisions économiques, notamment les comptes nationaux. Ils ont également une importance clé dans le développement et la mise en œuvre de stratégies de consommation et de production durables destinées à réduire les inégalités et les impacts environnementaux, et à renforcer la transparence et la redevabilité des mécanismes. L'accord sur une consommation et une production durables qui a été atteint à Rio+20 devrait être intégré au nouveau cadre de travail.³¹

OBJECTIF 10 : D'ICI À 2030, NOUS DISPOSERONS TOUS, OÙ QUE NOUS SOYONS, D'UNE ÉNERGIE DURABLE

« *Nous avons l'habitude d'utiliser une bougie... c'est de cette manière que nous nous procurions de la lumière. Cela dérangeait réellement ma fille parce que la fumée lui bouchait le nez* » explique Carmen qui vit au Pérou. La famille a maintenant déménagé. « *Ma fille a l'air beaucoup plus heureuse maintenant. Elle dit qu'avec l'électricité elle a tout* » dit Carmen.

L'énergie est un moteur d'opportunité, c'est cependant une question de développement qui a été négligée de manière flagrante. Environ 70 % de la population en Afrique subsaharienne n'a toujours pas accès à l'électricité.³² Avec l'électricité les gens peuvent étudier après la tombée de la nuit. Il est possible de pomper de l'eau. La nourriture et les médicaments peuvent être conservés au frais. Une proportion encore plus importante de la population d'Afrique subsaharienne – 80 % – cuisine encore sur des foyers ouverts qui produisent des fumées toxiques causes de maladies pulmonaires. Ces fumées toxiques tuent 2 millions de personnes par an dans le monde, plus que la malaria et la tuberculose réunies.³³ Grâce aux méthodes de cuisine et de chauffage modernes, les femmes gagnent des heures de travail qu'elles consacraient auparavant au ramassage de combustible – du temps qu'elles peuvent utiliser à gagner de l'argent, à s'occuper d'autres personnes ou à étudier.

Les énergies modernes accroissent également les opportunités commerciales. Une paysanne qui peut irriguer ses champs, peut doubler la taille de sa récolte. Une machine à coudre électrique est un outil précieux pour gagner de l'argent. Et avec de la lumière électrique, il est possible de gagner davantage d'argent en travaillant après la tombée de la nuit. Selon l'ONG Practical Action, « un accès universel à l'électricité constituerait un changement radical en termes de réduction de la pauvreté et pourrait aider des milliards de personnes à sortir de l'obscurité et à abandonner des corvées qu'ils sont encore si nombreux à devoir faire de manière quotidienne ». ³⁴

Il n'y avait pas de cible spécifique sur l'énergie dans les OMD. Néanmoins, des avancées dans toute une série de technologies génératrices d'énergie supposent qu'un déploiement généralisé d'énergie moderne est maintenant faisable. L'énergie renouvelable est souvent le moyen le plus rentable de fournir un accès à une énergie moderne en Afrique subsaharienne.³⁵

L'initiative des Nations Unies Énergie renouvelable pour tous (SE4ALL), lancée en 2012, s'est fixée une série d'objectifs d'accès universel à des services modernes d'électricité d'ici à 2030, ainsi que l'élimination des décès évitables dus aux fourneaux de cuisson et foyers ouverts, permettant ainsi de doubler la part des sources d'énergie renouvelable dans le système énergétique mondial et de doubler également le taux d'amélioration en termes d'efficacité énergétique. Nous proposons que ces cibles soient incluses dans le nouveau cadre de travail pour le développement. Des indicateurs sont actuellement en voie d'élaboration sous l'égide du Cadre mondial de suivi de l'initiative Énergie renouvelable pour tous, auquel participent la Banque mondiale, l'ONG Practical Action et d'autres parties prenantes. Ces indicateurs devront couvrir les familles, les installations communautaires et les entreprises.

Réaliser l'accès universel à l'électricité demandera cependant un effort considérable. Sur la base des tendances actuelles, en l'espace d'une génération la situation ne s'améliorera qu'à peine par rapport à la situation actuelle.³⁶ Ceci étant dit, certains pays ont accompli des progrès énormes, montrant ce qu'il est possible d'accomplir. En Thaïlande, la proportion de la population bénéficiant d'électricité est passée de 25 à pratiquement 100 % en l'espace d'une décennie. Des considérations en matière d'équité seront également cruciales. L'investissement dans le secteur de l'énergie des pays en développement a considérablement augmenté aux cours des dernières décennies, mais le nombre de personnes ayant accès à l'énergie ne change que lentement – l'investissement a eu pour tendance de ne bénéficier qu'à ceux qui avaient déjà accès à l'énergie.³⁷

4 SOUTIEN INSTITUTIONNEL ET MÉCANISMES D'AIDE À LA MISE EN ŒUVRE

Les dix objectifs de développement doivent s'ancrer dans des systèmes au plan mondial qui vont faciliter leur réalisation. Afin de garantir la durabilité des progrès, le cadre de travail destiné à succéder aux OMD doit englober un système de soutien institutionnel. Nous proposons trois domaines pour ce type de soutien : cohérence politique et financière au service du développement ; redevabilité au niveau international ; et disponibilité de données afin de pouvoir contrôler les résultats et informer la redevabilité.

Ces propositions, ne sont dans leur ensemble, pas entièrement originales. Elles traduisent au contraire, la réflexion de différents experts, différentes institutions et de différents processus pertinents.

COHÉRENCE FINANCIÈRE ET POLITIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Afin de renforcer son engagement envers le cadre de travail post-2015, chaque pays devra fournir pour l'accompagner un plan de mise en œuvre nationale et une stratégie financière. Dans certains pays, il peut s'agir d'une part essentielle d'un plan de développement national ou d'un cadre de dépenses à moyen terme. Le plan de financement devrait identifier des sources potentielles de financement destinées à la réalisation de progrès prévus et chiffrés par rapport à chaque objectif ; il est probable qu'il s'agisse de ressources associant des revenus fiscaux, des investissements privés, étrangers et domestiques, et de l'aide. En plus d'identifier des sources de financement, la stratégie devrait également mentionner d'autres propositions de changements politiques destinés à soutenir cette stratégie

financière, comme une stratégie de croissance économique, ou une proposition de renforcement des règles sur les prix de transfert.

Toute stratégie de financement devrait être centrée sur une distribution plus équitable de l'investissement. Chaque pays devrait identifier les niveaux d'investissement adaptés pour chaque domaine, chaque secteur et chaque segment ciblé de population. Cela doit toutefois être réalisé sans encourager le cloisonnement en matière de financement et au contraire en reconnaissant que les investissements dans un domaine peuvent être déterminants à l'obtention de résultats dans un autre domaine, comme c'est le cas par exemple de l'eau sûre et de la nutrition.

Des stratégies de ce type auront également pour effet de soutenir un degré plus important de cohérence politique au service du développement. Elles contribueront à identifier et à éliminer tous les types de politiques susceptibles d'avoir une influence défavorable sur les perspectives des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées – pas seulement des politiques étiquetées 'développement' dans les pays les plus riches, mais également des politiques touchant au commerce, à la finance, à l'agriculture et à l'investissement. Les engagements de l'Union européenne pour une cohérence des politiques pour le développement (comme par exemple, les Conclusions du Conseil européen de novembre 2009) fournissent une base sur laquelle s'appuyer pour l'élaboration d'un accord mondial futur.

Les pays donateurs devraient également identifier les contributions d'aide qu'ils prévoient. Ces stratégies devraient couvrir plusieurs années à l'avance, comme c'est souvent le cas des CDMT (cadres de dépenses à moyen terme) dans le contexte de la vision de développement à long terme qu'un pays se fixe pour la prochaine génération.

Des engagements potentiels au niveau national pourraient inclure :

- un pourcentage du PIB à consacrer à des secteurs ou des groupes de population clés (notamment les enfants) ;
- des cibles de mobilisation de ressources domestiques et de revenus fiscaux similaires aux cibles d'Abuja ;
- des cibles de transparence pour les budgets et les donateurs au niveau national (réaffirmation des Principes de Busan pour une coopération efficace au service du développement – à savoir par exemple, transparence et harmonisation) et une coopération triangulaire ;
- des cibles tirées du secteur privé liées à l'alignement des dépenses et à la transparence.

REDEVABILITÉ

En vue de renforcer l'incitation à mettre en œuvre le cadre de travail destiné à succéder aux OMD, il est nécessaire d'accompagner celui-ci d'un mécanisme officiel en matière de redevabilité et de compte-rendu, susceptible de fournir le moyen de canaliser la redevabilité à l'égard des personnes pauvres et vulnérables. Il s'agit d'un point étroitement lié à l'amélioration de la disponibilité des données relatives aux progrès réalisés (voir ci-dessous) et à une diffusion transparente de ces mêmes données.

Il existe un certain nombre de mécanismes de redevabilité qui existent déjà dans le domaine de la réalisation des droits de l'enfant et qui peuvent fournir des enseignements utiles au cadre de travail post-2015. Parmi ces enseignements se trouvent des procédures de compte-rendu qui touchent à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux Protocoles facultatifs qui lui sont associés, au Comité des droits de l'enfant, aux Procédures spéciales des Nations Unies axées sur l'enfant (comme les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail), et aux mécanismes régionaux en matière de droits de l'enfant (comme le Comité africain sur les droits et le bien-être de l'enfant). Des leçons peuvent également être tirées des politiques de protection et des mécanismes de redevabilité des institutions financières internationales, comme la Banque mondiale, et des organismes novateurs de redevabilité sectorielle, comme la Commission de l'information et de la redevabilité, liée à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies. Chaque femme, chaque enfant.

DISPONIBILITÉ DES DONNÉES

Il est choquant de constater à quel point les données fiables sur l'état du développement humain – et plus spécialement des données séparées pour différents groupes comme les femmes et les hommes – manquent de consistance, et sont ainsi sujettes à caution. En outre, les données disponibles ne sont pas nécessairement les plus significatives. Par exemple, de nombreux pays fournissent uniquement des données sur le taux de scolarisation et d'achèvement des études. L'un des pays à être allé plus loin est le Ghana – les données désagrégées qui sont fournies sur les résultats d'apprentissage citées plus haut (voir page 10), révèlent le problème crucial de l'échec de l'apprentissage une fois les enfants scolarisés.

Des données désagrégées sont également importantes pour signaler des poches de pauvreté. Le gouvernement ougandais et ses donateurs, par exemple, ont fait l'objet de critiques pour avoir investi uniquement dans la santé et l'éducation dans les zones les plus stables, et pour avoir ignoré de cette manière les populations vivant dans le nord du pays qui souffraient des effets de la guerre civile. Cette situation en conséquence a continué à exacerber le sentiment d'exclusion des populations du nord, le même sentiment qui avait contribué à la guerre en premier lieu. C'est la désagrégation des données qui a permis de mettre ce problème en lumière.

En termes de redevabilité, il sera bien plus efficace de réaliser des progrès si les pays utilisent des systèmes de données similaires afin de générer des données comparables. Les systèmes de données relatives au développement devraient être gérés au plan mondial. Et les pays devraient s'engager à recueillir et à vérifier leurs données annuellement ou bi-annuellement au niveau national, sur la base d'indicateurs communs et de normes internationalement acceptées en matière de recueil des données.

Il peut être difficile de susciter de l'enthousiasme pour des données qui peuvent sembler bien moins immédiatement utiles que de sauver la vie d'un enfant. Toutefois il est essentiel de pouvoir compter sur de meilleures données si l'on veut accomplir des progrès équitables contre la mortalité infantile. Il est nécessaire d'investir dans le recueil de données, et il est impératif qu'un fonds mondial soit établi à cette fin. Ce fonds pourrait fournir à la fois des subventions et un service de conseils aux gouvernements nationaux.

5 LA PROPOSITION DE SAVE THE CHILDREN POUR UN CADRE DE TRAVAIL POST-2015

Le tableau qui suit définit des cibles et des indicateurs dans chacun des domaines couverts par les objectifs prioritaires que nous venons de discuter.

Nous envisageons un rôle important pour des cibles intermédiaires dont le but serait de veiller à ce que les objectifs primordiaux soient atteints globalement et progressivement (plutôt que de laisser, par exemple, les objectifs les plus difficiles à atteindre pour la fin de la période). De plus, nous défendons une approche commune de l'inégalité à travers

l'ensemble des différents domaines thématiques, qui très probablement impliquera de cibler la proportion des groupes les plus et les moins favorisés dans des dimensions variées. Toutefois et dans la mesure où nous n'ignorons pas qu'il existe un groupe technique dont le travail est consacré à cette question dans le cadre de la consultation mondiale post-2015 sur l'inégalité, nous ne tenterons pas de préjuger de ce qui, nous l'espérons, sera l'émergence d'un consensus élargi sur la forme appropriée des cibles en matière d'inégalité.

OBJECTIF 1 : D'ICI À 2030, NOUS ÉLIMINERONS LA PAUVRETÉ EXTRÊME ET RÉDUIRONS LA PAUVRETÉ RELATIVE GRÂCE À UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET UN TRAVAIL DÉCENT

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
1. Éliminer la pauvreté extrême en matière de revenu.	1a Taux de pauvreté absolue – à 1,25 dollars par jour (d'ici à 2022). 1b Taux de pauvreté absolue – à 2 dollars par jour.
2. Mettre en place une croissance inclusive et durable, capable de donner à tous les mêmes chances.	2a Réduction de la pauvreté relative en tant que pourcentage du PIB (annuel). 2b Retard de croissance des enfants, comme indicateur d'une croissance inclusive. 2c Élimination de la pauvreté relative des enfants (enfants vivant au sein de familles disposant de moins de 50 % du revenu national médian). ¹ 2d Réduction de l'inégalité de revenu (mesurée à l'aide du coefficient dit de 'Palma' des revenus des 10% supérieurs et des 40 % inférieurs). ² 2e Identification au niveau national d'indicateurs d'une réduction des formes majeures d'inégalité horizontale (ex : réduction de la proportion des inégalités de revenu en fonction du lieu de vie/ améliorations en pourcentage de la participation économique et politique des femmes).
3. Fournir à tous un travail décent.	3a Part des salaires dans le PIB. 3b Réduction des disparités en matière d'emploi : en fonction de l'âge (jeunes) et du sexe (taux d'emploi et de rémunération). 3c Pourcentage d'enfants impliqués dans un travail dangereux (tel que défini dans la convention du BIT n° 182, art. 3d).
4. Établir un système de protection sociale de base pour tous.	4a Pourcentage du PIB consacré à la protection sociale. 4b Changement en pourcentage des taux de couverture en termes de protection sociale (définis nationalement).

OBJECTIF 2 : D'ICI À 2030, NOUS ÉLIMINERONS LA FAIM, DIMINUERONS DE MOITIÉ LE RETARD DE CROISSANCE, ET NOUS VEILLERONS À GARANTIR UN ACCÈS UNIVERSEL À L'ALIMENTATION, À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT, ET CE DE MANIÈRE DURABLE

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
1. Éliminer la faim et réduire de moitié le retard de croissance et les carences nutritives.	1a Prévalence des enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance, chiffres désagrégés par inégalité de revenu et par sexe. 1b Allaitement maternel exclusif pour les six premiers mois de la vie.
2. Lier directement la production durable et les systèmes de distribution de nourriture à des cibles relatives à la nutrition.	2a Réduction du nombre de personnes qui n'ont pas les moyens de se procurer une alimentation nutritive. Outil de Save the Children sur le coût de l'alimentation. 2b Pertes de nourriture au cours de la production, de la manutention et du conditionnement, et gaspillage de nourriture au niveau des distributeurs et des consommateurs.
3. Veiller à ce que, d'ici à 2030, 100 % de la population ait accès à des installations de distribution d'eau potable sûres et compatibles avec la préservation de l'environnement à moins d'un kilomètre de leur lieu d'habitation ainsi que dans les écoles et les centres de santé.	3a Proportion des populations ayant accès à des services de distribution d'eau sûre à moins d'un kilomètre de leur lieu d'habitation, chiffres désagrégés en fonction du revenu, du lieu de résidence – urbain ou rural, du sexe et de l'âge. 3b Proportion des écoles et des centres de santé ayant un accès direct à des services de distribution d'eau sûre. 3c Nombre de maladies et de décès liés à l'eau enregistré chaque année (en fonction du quintile de revenu, de l'âge et du lieu de résidence – urbain ou rural). 3d Pourcentage de pays disposant d'un cadre de travail politique et d'une législation pour une gestion intégrée des ressources en eau, reflétant spécifiquement des préoccupations de santé publique.
4. Veiller à ce que, d'ici à 2030, 100 % de la population ait accès à des installations d'assainissement de base à moins d'un kilomètre du lieu d'habitation ainsi que dans les écoles et les centres de santé.	4a Pourcentage de la population qui a accès à des sources d'eau sûre et des installations d'assainissement, sûres et résistantes, indépendamment des variations climatiques. 4b Proportion de familles, d'écoles et de centres de santé disposant d'installations d'assainissement amélioré. 4c Proportion d'écoles et de centres de santé disposant d'installations d'assainissement séparées et hygiéniques pour les enfants, les hommes et les femmes. 4d Proportion du quintile le plus pauvre de la population disposant d'un accès à des installations d'assainissement amélioré. 4e Proportion de la population ayant un accès à des installations pour le stockage, le transport et l'évacuation en toute sécurité des excréments et déchets organiques. 4f Pourcentage des dépenses nationales consacrées à l'aménagement et à l'entretien des infrastructures d'assainissement.

OBJECTIF 3 : D'ICI À 2030, NOUS METTRONS FIN À LA MORTALITÉ INFANTILE ET MATERNELLE ÉVITABLE ET NOUS FOURNIRONS DES SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE UNIVERSELS

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
<p>1. Mettre fin à la mortalité infantile et maternelle évitable.</p>	<p>1a Taux de mortalité maximum des moins de cinq ans dans tous les pays, à 20 pour 1 000 naissances vivante, en taux moyen national et dans les deux quintiles les plus pauvres.</p> <p>1b Réduction d'au moins 50 % du taux de mortalité néonatale, en moyenne nationale et dans les deux quintiles les plus pauvres.</p> <p>1c Réduction d'au moins 50 % du taux de mortalité maternelle, en moyenne nationale et dans les deux quintiles les plus pauvres.</p>
<p>2. Parvenir à une couverture de santé universelle.</p>	<p>2a Pourcentage de naissances enregistrées dans tous les segments de la société.</p> <p>2b Pourcentage de naissances ayant eu lieu en présence d'un professionnel de santé qualifié (moyenne nationale et dans les deux quintiles les plus pauvres).</p> <p>2c Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans suspectés de souffrir de pneumonie recevant des antibiotiques ou avec un diagnostic confirmé de guérison (moyenne nationale et dans les deux quintiles les plus pauvres).</p> <p>2d Pourcentage de visites postnatales effectuées dans les deux jours suivant la naissance (moyenne nationale et dans les deux quintiles les plus pauvres).</p> <p>2e Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant de diarrhée recevant une thérapie de réhydratation avec poursuite de l'alimentation (moyenne nationale et dans les deux quintiles les plus pauvres).</p> <p>2f Protection contre les risques financiers – ex : chiffrage de la paupérisation accompagné d'une mesure de la profondeur de la pauvreté.</p> <p>2g Ressources humaines pour la santé – ex : nombre de professionnels de santé pour 10 000 personnes.</p> <p>2h Systèmes de gestion de l'information dans le domaine de la santé – pourcentage de districts soumettant des rapports exacts et en temps utile au niveau national.</p> <p>2i Investissement dans la santé – ex : dépenses totales consacrées à la santé par type de sources de financement, per capita, et budget de la santé en pourcentage des dépenses totales du gouvernement.</p> <p>2j Pourcentage de jeunes enfants entre 12 et 23 mois qui ont reçu trois doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche.</p> <p>2k Prévalence du recours à des méthodes modernes de contraception parmi les femmes de 15 à 44 ans.</p>
<p>3. Agir sur les déterminants sociaux de la santé.</p>	<p>3a Réduction du pourcentage des dépenses de santé à la charge du patient de manière à ce que ce pourcentage soit inférieur à 20 % (moyenne nationale) dans chaque pays.</p> <p>3b Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance (Voir Objectif 2).</p> <p>3c Pourcentage de la population ayant accès à de l'eau sûre provenant de sources durables et à des installations d'assainissement de base (Voir Objectif 2).</p> <p>3d Éducation (Voir Objectif 4).</p> <p>3e Cadres légaux sur le droit à la santé – ex : constitution nationale, déclaration des droits ou autres chartes instituant un droit à la santé.</p>

OBJECTIF 4 : D'ICI À 2030, NOUS VEILLERONS À CE QUE TOUS LES ENFANTS REÇOIVENT, OÙ QU'ILS SOIENT, UNE ÉDUCATION DE BONNE QUALITÉ ET QU'ILS AIENT DE BONS RÉSULTATS EN MATIÈRE D'APPRENTISSAGE

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
<p>1. Garantir que les filles et les garçons, où qu'ils soient, aient de bons résultats d'apprentissage à l'âge de 12 ans, et réduction significative des écarts entre les résultats des enfants les plus riches et les plus pauvres.</p>	<p>1a Proportion du nombre total de filles et de garçons qui atteignent de bons niveaux d'apprentissage en lecture, écriture et calcul à l'âge de 12 ans.</p> <p>1b Réduire l'écart des résultats d'apprentissage en lecture, écriture et calcul atteints à l'âge de 12 ans entre les quintiles les plus riches et les plus pauvres, et en fonction du sexe.</p> <p>1c Garantir que tous les enfants issus du quintile le plus pauvre savent lire avec un niveau mesurable de compréhension afin de pouvoir 'lire pour apprendre' dès la fin de leur troisième année dans le primaire, et garantir la parité entre les sexes dans ce domaine.</p> <p>1d Réduire, d'au moins 50 %, l'écart relatif aux taux d'achèvement dans le primaire et dans le secondaire entre les élèves issus des 20 % des quintiles les plus riches et les plus pauvres, et garantir la parité entre les sexes dans ce domaine.</p> <p>1e Cibles ambitieuses spécifiques au pays (celles-ci pourraient inclure des objectifs plus exigeants par rapport à certaines compétences fondamentales, mais aussi des cibles concernant des domaines d'apprentissage élargi, comme des aptitudes de vie courante, des matières scientifiques ou des TIC).</p>
<p>2. Garantir que les enfants les plus pauvres entrent à l'école prêts à apprendre et avec un bon niveau en termes de développement de l'enfant.</p>	<p>2a Proportion des enfants les plus pauvres et des filles ayant accès à des services de développement de la petite enfance.</p> <p>2b Proportion des jeunes enfants les plus pauvres et proportion des filles, atteignant les niveaux minimaux en matière de développement de l'enfant (évaluée potentiellement à l'aide d'une enquête comme l'enquête MICS – enquêtes en grappe à indicateurs multiples de l'UNICEF).</p>
<p>3. Garantir que les jeunes, où qu'ils se trouvent, maîtrisent les fondamentaux en lecture, écriture et calcul, qu'ils ont des compétences techniques et de vie courante leur permettant de devenir des citoyens actifs et d'obtenir un emploi décent.</p>	<p>3a Égalité d'accès à des possibilités d'apprentissage de qualité (proportion de jeunes adultes maîtrisant les fondamentaux – compétences en lecture, écriture et calcul)</p> <p>3b Taux de chômage et de sous-emploi des jeunes.</p> <p>3c Jeunes ayant de meilleures aptitudes de vie courante (ex : compétences sociales, identité et valeurs positives).</p>

OBJECTIF 5 : D'ICI À 2030, NOUS VEILLERONS À CE QUE TOUS LES ENFANTS VIVENT UNE EXISTENCE LIBRE DE TOUTES FORMES DE VIOLENCE, QU'ILS SOIENT PROTÉGÉS EN SITUATION DE CONFLIT ET QU'ILS PUISSENT S'ÉPANOUIR DANS UN ENVIRONNEMENT FAMILIAL SANS DANGER

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
1. Mettre fin aux décès d'enfants imputables aux conflits armés; réduire de moitié le nombre de décès violents d'enfants hors situation de conflit (ex : homicide intentionnel).	1a Nombre de décès d'enfants directement imputables au conflit armé, par année et par population d'enfants (chiffres désagrégés par âge et par sexe). 1b Nombre d'homicides intentionnels d'enfants par année et par population d'enfants.
2. Réduire de moitié le nombre d'enfants soumis à des violences et des abus sexuels de n'importe quel type.	2a Taux de filles et de femmes, de garçons et d'hommes soumis à des actes de violence physique ou sexuelle au cours des 12 derniers mois. 2b Nombre d'adultes et d'enfants pour 100 000 qui ont dénoncé eux-mêmes avoir subi des actes de violence et d'abus sexuels dans le cadre d'un conflit au cours des 12 derniers mois (chiffres désagrégés par âge et par sexe) (enquêtes nationales).
3. Réduire de moitié le nombre d'enfants soumis à des pratiques disciplinaires violentes au sein de leur famille.	3a Prévalence des pratiques disciplinaires violentes: pourcentage d'enfants ayant subi des pratiques disciplinaires violentes au sein de leur famille au cours du dernier mois (chiffres désagrégés par âge et par sexe) (enquêtes MICS)
4. Réduire de moitié le nombre d'enfants vivant sans nécessité en dehors d'un contexte familial ³ (y compris les enfants affectés par des situations d'urgence).	4a Nombre et pourcentage de filles et de garçons vivant en dehors d'un contexte familial (chiffres désagrégés par type d'arrangements) (Stratégie du gouvernement des États-Unis (USG), données des gouvernements nationaux). 4b Pourcentage d'enfants séparés, ayant été réunis avec leur famille ou placés dans un contexte familial de remplacement (chiffres désagrégés par âge et par sexe).

OBJECTIF 6 : D'ICI À 2030, LA GOUVERNANCE SERA PLUS OUVERTE, PLUS RESPONSABLE ET PLUS INCLUSIVE

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
1. Garantir que tous les pays jouissent d'une gouvernance transparente, de budgets ouverts, de liberté d'information et d'une approche globale en matière de compte-rendu des entreprises.	1a Augmentation de l'Indice sur le budget ouvert (transparence de la documentation budgétaire publique et participation à l'exercice budgétaire). ⁴ 1b Existence d'une loi sur la liberté d'information. 1c Existence d'une législation sur le compte-rendu des entreprises qui exige de celles-ci qu'elles rendent compte de leur impact social et environnemental, notamment de leur impact en termes de droits de l'homme et de conformité fiscale. ⁵
2. Garantir que tous les pays jouissent d'une gouvernance participative, avec une liberté d'expression, de la presse et de choix politique accrue.	2a Relèvement de l'indicateur CIRI sur la liberté d'expression et la liberté de la presse. ⁶ 2b Relèvement de l'indicateur CIRI sur la liberté de choix politique. ⁷ 2c Augmentation de l'Indice sur le respect de l'état de droit concernant la participation (notamment des groupes marginalisés et vulnérables) en matière de gouvernance. ⁸
3. Garantir que tous les pays jouissent d'une gouvernance responsable, que leurs gouvernements s'engagent à respecter l'état de droit et à avoir des services publics plus équitables et efficaces et moins de corruption.	3a Augmentation générale de l'Indice sur le respect de l'état de droit. ⁹ 3b Amélioration de l'équité et de l'efficacité des services publics (avec des chiffres d'accès aux services publics désagrégés par sexe, région, ethnicité, etc.). ¹⁰ 3c Réduction de la perception de la corruption. ¹¹

Les cibles et indicateurs énumérés ci-dessous sont des exemples de ceux que discutent les experts du secteur – par exemple, les membres du Partenariat pour une coopération efficace au service du développement mondial ou de l’Initiative des Nations Unies ‘Énergie pour tous’.

OBJECTIF 7 : D’ICI À 2030, NOUS METTRONS EN PLACE DES PARTENARIATS MONDIAUX SOLIDES AFIN DE MOBILISER DAVANTAGE DE RESSOURCES FINANCIÈRES ET EN GARANTIR UNE UTILISATION EFFICACE

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
1. Augmentation des ressources allouées au développement et meilleure utilisation de ces ressources.	<ul style="list-style-type: none"> • Les donateurs du CAD de l’OCDE respecteront leur engagement d’allouer 0,7 % du RNB à l’aide au développement à l’étranger. • Les acteurs bilatéraux et multilatéraux du développement progressent par rapport aux principes établis par le biais du Partenariat pour une coopération efficace au service du développement (qui ont fait l’objet d’un accord lors du quatrième forum de haut niveau (HLF4) de Busan en utilisant les indicateurs de suivi qui ont été fixés). • Transparence accrue sur les flux financiers effectués dans le cadre de la coopération sud-sud.¹² • Progrès sur le nombre de pays qui s’engagent à effectuer un échange automatique d’informations utiles sur la propriété effective, et s’y conforment.¹³ • Ratio recettes fiscales directes/PIB : ratio recettes fiscales indirectes.¹⁴
2. Transparence internationale à l’appui de la mobilisation des ressources domestiques.	
3. Établissement de droits de propriété intellectuelle au service du développement, et respect de ces droits.	

OBJECTIF 8 : D’ICI À 2030, NOUS CONSTRUIRONS DES SOCIÉTÉS CAPABLES DE RÉSISTER AUX CATASTROPHES

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
1. D’ici à 2030, les pays diminuent de moitié le taux de mortalité dû à des catastrophes.	<ul style="list-style-type: none"> • Taux brut de mortalité (mortalité due à des catastrophes par 1000 habitants). • Pertes économiques directes en pourcentage de PIB. • Plans nationaux de réduction des risques de catastrophe et plans de résistance adoptés et référencés dans le cadre des plans nationaux de développement.
2. D’ici à 2030, les pays diminuent de moitié les pertes économiques liées à des catastrophes.	
3. D’ici à 2020, tous les pays développent un plan national de réduction des risques de catastrophe et un plan de résistance.	

OBJECTIF 9 : D'ICI À 2030, NOUS VEILLERONS À GARANTIR POUR TOUS UN ENVIRONNEMENT DE VIE SAIN, DURABLE ET RÉSILIENT

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
1. Les impacts sur la santé humaine dus à la pollution environnementale sont substantiellement réduits.	<ul style="list-style-type: none"> • La charge totale de morbidité et la mortalité précoce imputables à des facteurs environnementaux sont comptabilisées pour le quintile le plus pauvre de la population.¹⁶ • Émissions de CO₂ per capita, pour chaque dollar de PIB, et totales. • Pourcentage d'habitats, notamment de forêts, de systèmes d'agriculture et d'aquaculture, préservés ou soumis à des plans de gestion écologiquement sains et durables. • Pourcentage d'espèces menacées d'extinction. • Pourcentage d'espèces exploitées, notamment des poissons, dans des limites biologiquement raisonnables. • Pourcentage de pays qui se sont dotés de programmes ou de plans d'action pour une consommation et une production durables. • Tendances en termes d'intensité en carbone et en eau de l'agriculture, de la sylviculture et des secteurs de l'énergie.
2. D'ici à 2030, les émissions de gaz à effet de serre plafonnent au plan mondial, et le nombre de personnes exposées à des événements liés au climat a substantiellement diminué.	
3. 30 % des écosystèmes terrestres, aquatiques et marins, sont restaurés et préservés, et la biodiversité est protégée.	
4. Des principes de production et de consommation durables ¹⁵ sont ancrés dans l'ensemble des secteurs et dans tous les pays.	

OBJECTIF 10 : D'ICI À 2030, NOUS DISPOSERONS TOUS, OÙ QUE NOUS SOYONS, D'UNE ÉNERGIE DURABLE

Cibles indicatives	Indicateurs potentiels
1. Accès universel à des services modernes d'énergie.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de foyers/d'installations équipés d'une connexion électrique. • Nombre de foyers/d'installations équipés d'un fourneau de cuisson moderne. • Consommation définitive par types d'énergie renouvelable. • Mesures politiques de soutien aux énergies renouvelables. • Investissement dans les énergies renouvelables. • Intensité énergétique du PIB, en mesurant l'énergie primaire utilisée pour générer l'énergie nécessaire à la consommation, désagrégée en fonction du type d'utilisation : résidentielle, agricole, industrielle et secteur des transports – y compris les secteurs de la distribution d'électricité et de gaz. • Consommation d'énergie de différents produits spécifiques à forte intensité énergétique. • Mesures politiques prises pour soutenir l'efficacité énergétique.
2. Éliminer les décès évitables imputables aux fourneaux de cuisson et aux foyers ouverts.	
3. Doubler la part des sources d'énergie renouvelable dans le système énergétique mondial.	
4. Doubler le taux des améliorations en termes d'efficacité énergétique.	

6 CONCLUSION – LA VISION DE SAVE THE CHILDREN

« Vaincre la pauvreté n'est pas un acte de charité, c'est un acte de justice. Comme l'esclavage et l'apartheid, la pauvreté n'est pas naturelle. C'est une création de l'homme et en tant que telle, elle peut être vaincue et éradiquée grâce aux actions des êtres humains. Parfois c'est à une génération en particulier qu'il revient de se montrer à la hauteur. VOUS pouvez être cette grande génération. Laissez fleurir votre grandeur. »

Nelson Mandela¹

Nous autres humains, nous nous sommes battus pendant des millénaires. Contre la faim et les maladies, contre le manque et la misère, contre l'ignorance, contre les catastrophes naturelles et les conflits, contre les penchants violents de notre propre nature humaine et nous nous sommes aussi battus pour nous gouverner nous-mêmes.

Mais nous autres humains sommes incroyables. Notre dur labeur, notre ingéniosité et toutes les contributions que nous avons apportées au patrimoine mondial commun signifient que nous avons atteint un tournant sans précédent. Nous avons à notre portée, à travers nos capacités techniques et nos systèmes politiques, le pouvoir d'éliminer la pauvreté absolue, dans toutes ses dimensions, et pour toujours.

Ce faisant, nous devons nous souvenir que toutes nos réussites économiques dépendent intégralement des systèmes naturels que nous devons gérer et renforcer de manière bien plus efficace.

Mais nous avons le pouvoir, dès maintenant, d'éliminer la pauvreté absolue et les formes extrêmes d'inégalité.

Nous pouvons créer un monde dans lequel nous avons tous suffisamment à manger et nous sommes

suffisamment éduqués pour nous épanouir, un monde dans lequel nous disposons tous d'installation d'assainissement et d'eau sûre à boire pour rester en bonne santé, et où nous avons tous accès à des soins de santé en cas de maladie. Un monde dans lequel nous sommes tous en sécurité – parce que nous avons tous les moyens de subvenir à nos besoins, parce qu'il existe un système de protection sociale pour nous aider pendant les périodes de difficultés économiques et que nos communautés sont préparées à résister aux pires catastrophes que la nature peut leur faire subir. Un monde dans lequel nous pouvons tous regarder les autres humains dans les yeux, parce que nous savons que nous méritons tous le même respect, femme, homme, enfant ou adulte, du nord ou du sud.

Le traitement des enfants est l'un des baromètres de la société. Et dans ce monde, les enfants – nos enfants – ne vont pas seulement survivre, ils vont s'épanouir.

Si les gouvernements du nord et du sud, les entreprises du nord et du sud, et les populations du nord et du sud, si tous, nous honorons les promesses que nous avons faites pour les OMD, et si nous décidons aussi de franchir le pas suivant pour atteindre des cibles zéro, nous pouvons créer les conditions propices pour un développement humain progressiste, ancré dans la préservation de l'environnement. C'est ce que nous pouvons faire, ensemble, en l'espace d'une génération.

Voilà qui serait véritablement une réussite historique et sans précédent, quelque chose dont nous pourrions être fiers. C'est possible. C'est la chose à faire. C'est sans aucun doute un défi que la communauté mondiale se doit de relever.

NOTES DE FIN DE TEXTE

INTRODUCTION

¹ ODI & the Millennium Campaign (2010) *Millennium Development Goals Report Card: Learning from progress* [Fiche de rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement: apprendre à partir des progrès réalisés], ODI: Londres.

² Save the Children et Overseas Development Institute (2012), *Progress in Child Well-Being: Building on what works* [Progrès en matière de bien-être de l'enfant: s'appuyer sur ce qui fonctionne]; Mehrotra, S. et Jolly, R. (1997) *Development with a Human Face: Experiences in social achievement and economic growth* [Un développement à visage humain: des expériences en matière de réussite sociale et de croissance économique], Oxford: OUP.

³ Chiffres de la CAD de l'OCDE.

⁴ Kenny C et Sumner A (2011), *More Money or More Development? What have the MDGs achieved?* [Plus d'argent ou plus de développement; quels progrès les OMD ont-ils apportés?]. Center for Global Development.

⁵ Save the Children (2012) 'Aspirations for a post-MDG Framework based on the Experiences and Perceptions of Save the Children' [Aspirations pour un cadre de travail post-OMD basé sur les expériences et les perceptions de Save the Children], étude interne non publiée.

⁶ Sumner, A (2010) *Global Poverty and the New Bottom Billion* [La pauvreté mondiale et le nouveau milliard inférieur], UK: Institute for Development Studies.

⁷ Milanovic, B (2010) *The Haves and the Have-Nots: A brief and idiosyncratic history of global inequality* [Ceux qui ont et ceux qui n'ont pas: une brève et singulière histoire de l'inégalité dans le monde], Basic Books.

⁸ Berg, A G et Ostry, J D (2011) *Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin?* [Inégalité et croissance non soutenable: deux aspects du même problème?], FMI. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf>

⁹ Voir : Annexe I dans *Nés égaux: en quoi réduire l'inégalité pourrait procurer un meilleur avenir à nos enfants*, de Save the Children (2012), Save the Children: Londres.

I FINIR LA TÂCHE : DE MEILLEURS RÉSULTATS, DES PROGRÈS PLUS RAPIDES

¹ Milanovic, B (2010) *The Haves and the Have-Nots: A brief and idiosyncratic history of global inequality*, [Ceux qui ont et ceux qui n'ont pas: une brève et singulière histoire de l'inégalité dans le monde] Basic Books, page 190.

² Warner, D, Rao, D S P, Griffiths, W E et Chotikapanich, D *Global Inequality: Levels and trends 1993–2005* [Inégalité mondiale: niveaux et tendances de 1993 à 2005] <http://www.uq.edu.au/economics/abstract/436.pdf>

³ Rapport de Save the Children (2012) *Nés égaux: en quoi réduire l'inégalité pourrait procurer un meilleur avenir à nos enfants*, Save the Children: Londres.

⁴ Voir note précédente.

⁵ Save the Children (2002) – voir note 3, Chapitre 1.

⁶ Voir par exemple, la discussion de ce point et les sources dans le rapport de Save the Children (2012) *Nés égaux: en quoi réduire l'inégalité pourrait procurer un meilleur avenir à nos enfants*.

⁷ Melamed, C (2012) *After 2015: Context, politics and processes for a post-2015 global agreement on development* [Après 2015: contexte, politiques et processus pour un accord mondial post-2015 sur le développement], ODI: Londres

⁸ Save the Children (2010) *A Fair Chance At Life: Why equity matters for child survival*, [Une vraie chance dans la vie: pourquoi l'équité compte dans la survie de l'enfant], Save the Children UK: Londres

⁹ Save the Children (2011) *An Equal Start: Why gender equality matters for child survival and maternal health*, [Partir à égalité: pourquoi l'égalité des sexes compte dans la survie de l'enfant et la santé maternelle] Save the Children UK: Londres.

¹⁰ Save the Children (2002) – voir note 3, Chapitre 1.

¹¹ Young Lives and Save the Children (2012 forthcoming) 'Growing Up with the Promise of the MDGs: Children's hopes for the future of development' [Jeunes vies et Save the Children (2012 en préparation) 'Grandir avec la promesse des OMD : les espoirs des enfants pour l'avenir du développement'], Save the Children UK: London

¹² Hoff, K et Priyanka, P (2003) 'Belief systems and durable inequalities: an experimental investigation of Indian caste' [Systèmes de croyance et inégalités persistantes : une enquête expérimentale sur les castes en Inde], <http://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/BeliefSystemsandDurableInequalities.pdf>

¹³ Jeunes vies et Save the Children (en préparation 2012) – voir note 11, Chapitre 1.

¹⁴ Save the Children (2012) *Shared Value: How can large businesses contribute to the post-2015 agenda?* [Valeur partagée : comment les grandes entreprises peuvent-elles contribuer à l'agenda post-2015?]

¹⁵ Résultats pour le Development Institute, OMD post-2015 pour la santé, Document préliminaire à discuter 30 mai 2012, section 4

¹⁶ Jones, N et Espey, J (2008) *Increasing Visibility and Promoting Policy Action to Tackle Sexual Exploitation in and around Schools in Africa* [Accroître la visibilité et promouvoir l'action politique en vue de combattre l'exploitation sexuelle dans et autour des écoles en Afrique], PLAN et Overseas Development Institute, <http://plan-international.org/learnwithoutfear/files/sexual-exploitation-in-west-africa-english>

¹⁷ UNESCO (2012) *Jeunesse et compétences: l'éducation au travail*, Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous.

¹⁸ Fourchette entre des variations de scénarios en fonction d'une fertilité moyenne ou élevée.

¹⁹ Melamed (2012) – voir note 7, Chapitre 1.

²⁰ Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et Groupe de travail inter-centres sur le changement climatique (2008). Le défi de la recherche sur le changement climatique : surmonter son impact sur la sécurité alimentaire, la pauvreté et la dégradation des ressources naturelles dans le monde en développement. Nations Unies, Conférence de l'ONU à Bali en 2007 sur le changement climatique – DPI/2483 – Novembre; et voir également la discussion qui s'y rapporte dans G. Edame, B. Anam, W. Fonta & E. Duru, 2011, 'Climate Change, Food Security and Agricultural Productivity in Africa: Issues and policy directions' [Changement climatique, sécurité alimentaire et productivité agricole en Afrique: questions et orientations politiques], *International Journal of Humanities and Social Science* 1(21), pp.205–223: http://www.ijhssnet.com/journals/Vol_1_No_21_Special_Issue_December_2011/21.pdf

2 POSER LES FONDATIONS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

¹ Banque mondiale (2012), La Banque mondiale détecte des progrès contre la pauvreté extrême, mais signale des vulnérabilités (communiqué de presse). <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:23130032~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html>

² Estimations pour 2030 de Karver, Kenny et Sumner, 'MDG 2.0: goals, targets and timeframes; 1990 value and 2015 estimate' [OMD 2.0: objectifs, cibles et calendriers; valeurs de 1990 et estimations pour 2015], de Chen & Ravallion (2012) *More Relatively Poor People in a Less Absolutely Poor World [Plus de personnes relativement pauvres dans un monde moins absolument pauvre]*.

³ Ravallion, M, *Benchmarking Global Poverty Reduction*, [Étalonner la réduction de la pauvreté au plan mondial] Document de travail de recherche de la Banque mondiale 6205, Banque mondiale: Washington, DC: <http://elibrary.worldbank.org/docserver/download/6205.pdf>

⁴ Voir note 2, Chapitre 2.

⁵ Voir note 8, Chapitre 1; A Minujin, J Vandemoortele et E Delamonica, 'Economic growth, poverty and children' [Croissance économique, pauvreté et enfants], *Environment and Urbanization*, 14, 2, 2002, pages 23 à 43.

⁶ Voir par exemple, une synthèse des effets négatifs de la pauvreté relative des enfants dans Emerson, E (2009) 'Relative child poverty, income inequality, wealth, and health' ['Pauvreté relative des enfants, inégalité de revenu, richesse, et santé'], *Journal of the American Medical Association* 301(4), pp.425–426: <http://jama.jamanetwork.com/article.aspx?articleid=183263>; ainsi que la discussion sur la mesure de la pauvreté relative des enfants dans UNICEF, 2012, *Measuring child poverty [Mesurer la pauvreté des enfants]*, Innocenti Research Centre, Fiche de rapport 10: http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/rc10_eng.pdf

⁷ L'Agenda 'pour un travail décent' du BIT a été élaboré avec des gouvernements, des employeurs et des travailleurs afin de fixer les priorités de l'organisation et de refléter un consensus international élargi. <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/lang-en/index.htm>

⁸ UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social) (2012) *Inequalities and the Post-2015 Development Agenda [Les inégalités et l'agenda post-2015 pour le développement]* Document de recherche et d'information politique de l'UNRISD 15, octobre 2012

⁹ CPRC (Centre de recherche sur la pauvreté chronique) (2012) *Stemming Girls' Chronic Poverty: Catalysing change by building just institutions [Lutter contre la pauvreté chronique des filles : catalyser le changement en construisant des institutions justes]*, CPRC: Londres

¹⁰ BIT (2011), 'Global employment trends for youth: 2011 update' [Tendances mondiales de l'emploi de la jeunesse : mise à jour 2011], Genève: Bureau international du travail, cité dans UNDESA (2012) *Rapport mondial sur la jeunesse 2012*, p.21: <http://unworldyouthreport.org/media/pdfs/WYR2011.pdf>

¹¹ Le travail dangereux est défini par la Convention n°182 du BIT sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants (articles 3c et 3d) comme l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants (...), et les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant. Rapport du BIT (2010), Intensifier la lutte contre le travail des enfants, Genève, Suisse.

¹² Horton, S (1999) 'Opportunities for investments in low income Asia' ['Opportunités d'investissements dans l'Asie à faible revenue'], *Asian Development Review*, 17, p.246–73 découvre que dans le cas de l'Inde, les pertes en productivité (uniquement sur le travail manuel) dues au retard de croissance, la déficience en iode et en fer, sont collectivement responsables d'une perte totale de 2,95 % du PIB. Voir également Banque mondiale (2006) *Repositioning Nutrition as Central to Development: A strategy for large-scale action [Repositionner la nutrition comme élément central du développement: une stratégie pour une action à grande échelle]*, Washington, DC: Banque mondiale; et Banque mondiale (2010) *Scaling Up*

Nutrition: What will it cost? [Renforcer la nutrition: Ce qu'il en coûtera?] Washington, DC: Banque mondiale.

¹³ Voir Indice des prix alimentaires de la Banque mondiale: le prix des céréales a augmenté de 100 en 2005 à plus de 250 en 2012. Le prix de la nourriture, des graisses et des huiles a augmenté de 120 à près de 250 et 225 (source: Food Price Watch, Banque mondiale 2012)

¹⁴ Espey, J (2011) *Women Exiting Chronic Poverty: Empowerment through equitable control of households' natural resources [Faire sortir les femmes de la pauvreté chronique: émancipation à travers un contrôle équitable des ressources naturelles des foyers]*, Document de travail No. 174 Chronic Poverty Research Centre, Londres, Royaume-Uni.

¹⁵ La référence à l'eau est délibérée, et traduit la nécessité de garantir une qualité de l'eau supérieure aux normes minimales (eau dite potable) exigée pour la santé humaine.

¹⁶ UNICEF (2012) *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée*.

¹⁷ Save the Children (2011) *Missing Midwives [Les sages-femmes manquantes]*.

¹⁸ Save the Children (2012) *Every Woman's Right: How family planning saves children's lives [Le droit de chaque femme: en quoi le planning familial sauve des vies d'enfants]*

¹⁹ Frenz, P & Vega, J (2010) *Universal Health Coverage with Equity: What we know, don't know and need to know [Une couverture universelle de santé fondée sur l'équité: ce que nous savons, ce que nous ne savons pas, et ce que nous devons savoir]* Montreux: Global Symposium on Health Systems Research

²⁰ Voir Organisation mondiale de la santé, les déterminants sociaux de la santé (page internet), http://www.who.int/social_determinants/fr/index.html

²¹ Nations Unies (2011) Objectifs du millénaire pour le développement, Rapport 2011, ONU: New York.

²² UNESCO (2012) – voir note 17, Chapitre 1.

²³ Voir Save the Children, *Laying the Foundations: Early childhood care and development (2012) [Poser les fondations: soins et développement de la petite enfance]*; The Brookings Institution, Centre for Universal Education, *A Global Compact on Learning*, p. 13 (2011)

²⁴ Save the Children (2010) *Child Protection: Taking action against all forms of abuse, neglect, violence and exploitation [Protection de l'enfant: agir contre toutes les formes d'abus, de négligence, de violence et d'exploitation]*

²⁵ Les noms ont été changés pour protéger l'identité des personnes citées.

²⁶ UNICEF (2007) *Examen stratégique du rapport Machel, 10 ans après*, p. 19

²⁷ Banque Mondiale (2011) *Rapport sur le développement dans le monde 2011: Conflit, sécurité et développement*, Banque mondiale: Washington DC

²⁸ Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, A/66/782–S/2012/261, avril 2012

²⁹ Save the Children (2012) *Hidden Survivors: Sexual violence against children in conflict [Des survivants méconnus: violence sexuelle envers les enfants dans les conflits]*, Save the Children UK: Londres

³⁰ UNICEF (2008) *Progrès pour les enfants, un bilan de la protection de l'enfant*, p. 7

³¹ Nations Unies (2006) Rapport de l'expert indépendant des Nations Unies, *Étude de la violence à l'égard des enfants*, A/61/299

³² Estimations basées sur les données de 33 pays à revenu faible et moyen, couvrant environ 10 % de la population mondiale. UNICEF (2011), *Child Protection from Violence, Exploitation and Abuse: A statistical snapshot [Protection des enfants contre la violence, l'exploitation et les abus : un aperçu statistique]*

³³ UNICEF (2009) *Protection des enfants contre la violence, l'exploitation et les abus*, http://www.unicef.org/media/media_45451.html

³⁴ UNICEF (2008) – voir note 30, Chapitre 2.

³⁵ Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants 2006.

³⁶ Initiative internationale pour mettre fin à tous les châtiments corporels envers les enfants, <http://www.endcorporalpunishment.org/children/progress-around-the-world.html>. Ils étaient 16 en 2006.

³⁷ Depuis la sortie du Rapport des Nations Unies (1996) de Graça Machel, Représentante spéciale du Secrétaire général, sur l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306) et la sortie de l'Étude (2006) de l'expert indépendant des Nations Unies sur la violence à l'égard des enfants (A/61/299), la communauté internationale dispose d'agendas tout à fait clairs en matière de protection de l'enfant. Des plans d'action ont été adoptés pour prévenir et mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents (Déclaration et appel à l'action de Rio de Janeiro pour prévenir et mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, 2008) et pour éliminer le travail des enfants ('Vers un monde sans travail des enfants' – Feuille de route vers 2016, 2010). En 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les Lignes directrices internationales relatives à la protection de remplacement pour les enfants (Lignes directrices de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à la protection de remplacement pour les enfants, A/RES/64/142, 2009).

³⁸ En dehors de tout type d'arrangements au sein de la famille biologique ou d'une famille de remplacement.

³⁹ La présidente Ellen Johnson Sirleaf (2010) 'Africans must control their own fate' [Les Africains doivent prendre le contrôle de leur destin], *The Global and Mail*, 10 mai 2010.

⁴⁰ Pour plus d'information sur gouvernement ouvert et post-2015, voir <http://www.one.org/international/blog/putting-people-first-in-the-post-2015-development-framework/>

⁴¹ Saferworld, briefing de septembre 2012, 'Approaching post-2015 from a peace perspective' [Aborder la période post-2015 depuis une perspective de paix], <http://www.saferworld.org.uk/downloads/pubdocs/1208%20Saferworld%20brief%20-%20Approaching%20Post-2015%20From%20A%20Peace%20Perspective.pdf>

3 CRÉER DES ENVIRONNEMENTS PROPICES AU DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLES

¹ Kenny et Sumner (2011) – voir note 4, Introduction.

² Aid Watch (2012) *Aid We Can: Invest more in global development* [Nous pouvons aider: investir davantage dans le développement mondial], Concord: Bruxelles.

³ Save the Children et Overseas Development Institute (2012), *Progress in Child Well-Being: Building on what works* [Des progrès en matière de bien-être de l'enfant: s'appuyer sur ce qui fonctionne].

⁴ Save the Children (2011) *Healthier Returns: Making aid for healthcare more effective* [Des rendements plus sains: rendre l'aide destinée à la santé plus efficace], Save the Children UK: Londres

⁵ CNUCED (2011) *Rapport sur le commerce et le développement, 2011*

⁶ Voir par exemple, Bruno, R L & Campos, N F (2011) 'Foreign direct investment and economic performance: A systematic review of the evidence uncovers a new paradox' [Investissement étranger direct et performance économique : un bilan systématique des preuves révèle un nouveau paradoxe], Rapport final pour DFID: http://www.dfid.gov.uk/r4d/PDF/Outputs/SystematicReviews/DFID_MRA_FDI_February_28_2011_Bruno_Campos.pdf

⁷ Save the Children (2012) – voir 14, Chapitre 1.

⁸ Calculé à partir de l'aide programmable apportée à un pays (OCDE) et des dépenses publiques (chiffres du FMI); Action Aid (2012) *Real Aid 3: Ending aid dependency* [Aide véritable 3: mettre un terme à la dépendance vis à vis de l'aide]

⁹ Voir discussion sous 'Tax systems' dans Cobham, A (2012) 'Tax havens and illicit flows' [Paradis fiscaux et flux illicites], pages.337–372 dans Reuter, P (ed.) (2012) *Draining Development? Controlling flows of illicit funds from developing countries* [Une saignée pour le développement? Le contrôle des flux de fonds illicites provenant des pays en développement], Banque mondiale: Washington, DC

¹⁰ Christian Aid (2008) *Death and Taxes: The true toll of tax dodging* [Mortalité et fiscalité: le lourd tribut de l'évasion fiscale], Londres: Christian Aid, <http://www.christianaid.org.uk/images/deathandtaxes.pdf>

¹¹ Reuter, P (ed.) (2012) *Draining Development? Controlling flows of illicit funds from developing countries*, [Une saignée pour le développement? Le contrôle des flux de fonds illicites provenant des pays en développement], Banque mondiale: Washington, DC

¹² UNISDR (2012) (Stratégie internationale des Nations unies pour la prévention des catastrophes naturelles – SIPC) 'The impacts of disasters since the 1992 Earth Summit' ['Les impacts des catastrophes depuis le sommet de la Terre de 1992']; cité dans Mitchell (2012) *Options for Including Disaster Resilience in Post-2015 Development Goals* [Options pour inclure la résilience face aux catastrophes dans les objectifs de développement post-2015].

¹³ Briefing Jeunes vies, juin 2012

¹⁴ Voir PNUE 2012, Rapport sur l'avenir de l'environnement 5: un environnement pour l'avenir que nous voulons.

¹⁵ Voir Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (2005), particulièrement la synthèse sur la santé.

¹⁶ Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (2005) Synthèse pour les décideurs

¹⁷ La fourchette entre des variations de scénarios en fonction d'une fertilité moyenne et élevée.

¹⁸ Voir par exemple les rapports d'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, (2005) et les rapports variés sur l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (2009–2012).

¹⁹ Parmi les rapports pertinents se trouvent: Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (2005); IIDD (2004) *Exploring the Links: Human wellbeing, poverty and ecosystem services* [Explorer les liens : bien-être humain, pauvreté et services de l'écosystème]; Convention sur la diversité biologique 2010; IIDD (2010) *Linking Biodiversity Conservation and Poverty Alleviation: A state of knowledge review* [Relier la conservation de la biodiversité et l'atténuation de la pauvreté : un état des lieux des savoirs]; Série technique de la Convention sur la diversité biologique No 55; Banque mondiale (2007) *Poverty and Environment: Understanding linkages at the household level* [Pauvreté et environnement : comprendre les liens au niveau des foyers]; WRI (Institut des ressources mondiales) (2005) *The Wealth of the Poor* [La richesse des pauvres].

²⁰ PNUD (2011) *Rapport sur le développement humain: durabilité et équité*.

²¹ OMS (2006) *Prévenir la maladie grâce à un environnement sain: Une estimation de la charge de morbidité imputable à l'environnement*.

²² Voir note antérieure.

²³ Cela permettrait de refléter, et de rendre possible l'évaluation des progrès vers les engagements pris dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, dans l'Approche stratégique du plan d'action mondial sur la gestion internationale des produits chimiques, et lors de Rio+20.

²⁴ Voir Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2007) 'Quatrième rapport d'évaluation' et (2012) 'Gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique'

²⁵ Akachi Y, Goodman, D & Parker, D (2009) *Global Climate Change and Child Health: A review of pathways, impacts and measures to improve the evidence base* [Changement climatique au plan mondial et santé de l'enfant: un bilan des voies, des impacts et des mesures pour améliorer les données de base], Centre de recherche UNICEF Innocenti, Document de travail 2009-03

²⁶ Estimation relative à un monde dans lequel aucun changement climatique n'aurait lieu (voir IFPRI – Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (2009) *Changement climatique : Impact sur l'agriculture et coûts d'adaptation*).

²⁷ Voir note antérieure.

²⁸ Banque mondiale (2008) *Développement et changement climatique: Cadre stratégique pour l'action du Groupe de la Banque mondiale: rapport technique*

²⁹ Voir les rapports de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (2005) et l'Évaluation de l'écosystème national du Royaume-Uni 2011.

³⁰ Ceci s'appuie, et renforce également, la cible d'Aichi 11 de la Convention sur la diversité biologique de manière à refléter l'horizon à 2030 (les cibles d'Aichi ne vont que jusqu'à 2020).

³¹ Tel que contenu dans le cadre de travail sur 10 ans des schémas de programmes pour une consommation et une production durables: https://rio20.un.org/sites/rio20.un.org/files/a-conf.216-5_english.pdf

³² AIE (2011) *World Energy Outlook 2011: Special Report: Energy for all [Perspectives énergétiques mondiales 2011 : Rapport spécial : Énergie pour tous]*, http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/weo2011_energy_for_all-1.pdf

³³ Voir note antérieure.

³⁴ Practical Action (2012) *Poor People's Energy Outlook 2012: Energy for earning a living [Perspectives énergétiques des personnes pauvres 2012 : l'énergie pour subvenir à ses besoins]*. Practical Action Publishing. <http://cdn1.practicalaction.org/docs/PPEO2012.pdf#page=10>

³⁵ AIE (2011) – voir note 32, Chapitre 3.

³⁶ Practical Action, *Energy for all 2030 [Énergie pour tous 2030]*: <http://practicalaction.org/energy-for-all-2030-mep>

³⁷ Nussbaumer, P, Bazilian, M, Modi, V et Yumkella, K (2011) *Measuring Energy Poverty [Mesurer la pauvreté en termes d'énergie]*, Document de travail 42 de l'OPHI, Université d'Oxford

5 LA PROPOSITION DE SAVE THE CHILDREN POUR UN CADRE DE TRAVAIL POST-2015

¹ La mesure la plus utilisée au Royaume-Uni pour évaluer la pauvreté relative des enfants est liée au fait de vivre dans un foyer disposant de moins de 60 % du revenu médian national; mais les fiches de rapport du Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF ont utilisé 50 % du revenu médian national afin de permettre la comparaison au niveau international.

² Il s'agit du taux identifié par l'économiste Gabriel Palma comme reflétant la plupart des variations de l'inégalité entre les pays: voir Palma, J G (2011) 'Homogeneous middles vs. heterogeneous tails, and the end of the 'inverted-U': It's all about the share of the rich' [Centres homogènes contre extrémités hétérogènes, et la fin de l'U inversé: tout tourne autour de la part des riches], *Development and Change* 42:1, pp.87–153: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-7660.2011.01694.x/abstract>.

³ En dehors de tout arrangement au sein de la famille biologique ou d'une famille de remplacement.

⁴ Pourrait être mesuré à l'aide de l'Indice sur le budget ouvert (International Budget Partnership) ou un indice similaire.

⁵ Voir par exemple la proposition d'Aviva sur le compte-rendu des entreprises à Rio+20.

⁶ Mesuré à l'aide de l'indicateur Cingranelli-Richards (CIRI) de données sur les droits de l'homme, ou un indicateur similaire.

⁷ Mesuré à l'aide de l'indicateur Cingranelli-Richards (CIRI) de données sur les droits de l'homme, ou un indicateur similaire.

⁸ Mesuré à l'aide du sous-indicateur sur le droit d'interpeler le gouvernement et sur la participation publique de l'Indice sur le respect de l'état de droit établi par le World Justice Project, ou un indicateur similaire.

⁹ Mesuré à l'aide de l'Indice sur le respect de l'état de droit établi par le World Justice Project, ou un indice similaire.

¹⁰ En s'appuyant sur l'Indicateur mondial de la gouvernance (WGI) sur l'efficacité des gouvernements, établi par la Banque mondiale, ou un indicateur similaire.

¹¹ Mesuré à l'aide de l'Indice de perception de la corruption calculé par Transparency International, ou un indice similaire.

¹² Voir par exemple, le travail de l'initiative sur l'échange Sud-Sud de pratiques fiscales optimales, S4TP, qui a été établie début 2008 grâce à un partenariat entre l'Unité spéciale pour la coopération Sud-Sud du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau du financement au service du développement du Département des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales (ONU DAES), la coalition New Rules for Global Finance et le Réseau mondial pour la justice fiscale: <http://new-rules.org/what-we-do/south-south-sharing-of-successful-tax-practices-s4tp>; et le travail du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites provenant d'Afrique qui a été établi en vertu d'une résolution de la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique en 2011 est qui est co-présidée par l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique: <http://new.uneca.org/TabId/3018/Default.aspx?ArticleId=1671>

¹³ En ligne avec les recommandations et les instruments de tous les organismes et processus internationaux et multilatéraux majeurs sur la transparence fiscale, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement anti-terroriste, notamment de GAFI et de l'OCDE.

¹⁴ En plus de constituer des indicateurs précieux du succès d'un environnement plus coopératif en matière de partage de l'information, d'importants travaux de recherche soulignent l'importance d'un système fiscal efficace comme moyen de construire un État responsable et représentatif, doté de la capacité de soutenir le développement humain; voir par exemple, les enquêtes récentes de Broms, R (2011) 'Taxation and government quality: The size, the shape, or just Europe 300 years ago?' [Fiscalité et qualité du gouvernement: la taille, la forme, ou juste l'Europe d'il y a 300 ans?], *Quality of Government Institute (University of Gothenburg) Document de travail 2011/16*: http://www.qog.pol.gu.se/digitalAssets/1357/1357842_2011_16_broms.pdf; et di John, J (2010) 'Taxation, resource mobilisation and state performance' [Fiscalité, mobilisation de ressource et performance de l'État], *DFID/LSE Document de travail 84 du Crisis States Research Centre*: <http://eprints.soas.ac.uk/11785/1/WP84.2.pdf>

¹⁵ Tels que contenus dans le cadre de travail pour dix ans des programmes sur les schémas relatifs à une consommation et une production durables: https://rio20.un.org/sites/rio20.un.org/files/a-conf.216-5_english.pdf

¹⁶ Voir : OMS (2006) *Preventing Disease through Healthy Environments: Towards an estimate of the environmental burden of disease [Prévenir la maladie grâce à des environnements sains: vers une estimation de la charge de morbidité imputable à l'environnement]*.

6 CONCLUSION

¹ Discours prononcé par Nelson Mandela, Trafalgar Square, Londres, 3 février 2005. Texte intégral en anglais: http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk_politics/4232603.stm

POUR EN FINIR AVEC LA **PAUVRETÉ** AU COURS DE NOTRE GÉNÉRATION

La vision de Save the Children
pour un cadre de travail post-2015

Les Objectifs du millénaire pour le développement – l'un des accords les plus retentissants et unificateurs de l'histoire de la politique – vont atteindre un tournant en 2015, la date butoir pour leur réalisation.

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'ils deviennent une réalité. Mais nous devons également trouver un accord pour aller de l'avant et accomplir le travail qui reste encore à faire.

Ce rapport définit la vision de Save the Children pour un nouveau cadre de travail pour le développement – qui consiste en dix objectifs, accompagnés de cibles et d'indicateurs – qui soutiendra la création d'un monde dans lequel tous les individus, où qu'ils soient, réalisent leurs droits humains en l'espace d'une génération.

Conscients du fait que la consultation au niveau mondial est encore en cours et que de nombreuses voix ne se sont pas encore faites entendre, il n'est pas question pour nous de présenter ce rapport comme une position définitive. Il s'agit plutôt d'une indication de ce que sont nos priorités et – nous l'espérons – d'une contribution au processus qui permettra de cristalliser la solution éventuelle.

savethechildren.org.uk



Save the Children